

Résister, toujours



● Lois sécuritaires	p. 3
● Croix noire anarchiste	p. 5
● Pédagogie Freinet	p. 6
● Prud'hommes	p. 8
● Gag	p. 8
● Le Rire	p. 10
● Bloody Sunday	p. 11

CE N'EST PAS d'actualité que d'être en désaccord avec la classe dirigeante, ces temps-ci. Même les organisations qui devraient s'opposer à l'ordre capitaliste mondial sont occupées à se convaincre elles-mêmes et à tâcher de convaincre l'État, qu'elles ne posent aucun problème réel à l'ordre établi. Ce qu'elles veulent, c'est juste changer « quelques détails mineurs » ça et là. La raison de cet ignoble état d'esprit réformiste peut être trouvée dans une crainte profondément ancrée d'être qualifiées de « radicales » ou même au pire : de terroristes.

L'État a inventé un nouveau terme : « terrorwar ». Ce concept, abstrait et encore assez flou, est utilisé comme une excuse pour jeter les droits humains et le sens commun aux chiottes. Quand on critique leurs actions, les responsables se réfèrent à leur guerre sacrée contre la terreur, pendant qu'elles criminalisent et jettent la suspicion sur des groupes et organisations qui n'ont strictement rien à voir avec le terrorisme réel. Et ceux qui devraient crier « stop ! » à pleins poumons font en sorte

Bouche cousue

de se cacher dans l'ombre de Big Brother, en gardant leur bouche hermétiquement close.

L'art de se taire a aussi sévi pour les protestations contre les sommets. Quand les leaders de l'Union européenne sont réunis afin de nous rapprocher pas à pas des « États-Unis d'Europe », avec les États-Unis d'Amérique comme modèle, ils devraient être confrontés à une résistance massive de la part de celles et de ceux qui ne veulent pas vivre dans un super État européen, corrompu et non démocratique. Mais cela ne se produit pas.

Quand le Danemark a eu la présidence de l'Union européenne, nombre des protestations, manifestations et actions qui ont eu lieu ont été de petits événements insignifiants avec un nombre étrangement faible de participants. Il faut que cela cesse!

Ne nous laissons pas consumer par l'hystérie dominante de l'inaction partagée par une large partie du mouvement de gauche. Nous avons le droit de protester contre le nouvel ordre mondial ; nous avons le droit de hurler notre mépris aux visages gras de ceux qui sont en train de mener notre monde droit aux égouts.

Et non, nous ne voulons pas de dialogue avec les politiciens. C'est une perte de temps. La part la plus importante du travail des politiciens consiste à « dialoguer » avec les personnes étant en désaccord avec eux. Ils font un signe de la tête, sourient et disent : « Oui, bien sûr, et nous allons examiner ça, naturellement. » Et au bout du compte, ils ne feront absolument rien par rapport aux problèmes auxquels ils ont été confrontés. Comment peut-on s'attendre à dialoguer avec des gens qui engagent des experts des médias, les dits « spin doctors »¹, pour leur enseigner à amener le plus efficacement possible le public à croire leurs mensonges ? C'est impossible de changer le système de l'intérieur ; tout ce que vous pouvez espérer accomplir est de prolonger un peu la douleur. C'est pourquoi nous ne voulons pas de dialogue. Ce que nous voulons, c'est faire partie d'une protestation massive contre l'Union européenne.

Fédération anarchiste du Danemark
Traduit par les relations internationales
de la FA (France et Belgique)

1. Les « spin doctors » sont des conseillers en communication, lobbying et embrouilles variées qui mettent leurs douteuses compétences au service de toute cause solvable.

Ensemble contre la précarité

PARCE qu'il n'est pas acceptable que l'État soit le premier employeur de précaires, que près de 20 % des personnels des trois Fonctions publiques (d'État, hospitalière et territoriale) soient des non-titulaires, au mépris des statuts de la Fonction publique et des droits des personnes concernées...

Parce qu'il n'est pas acceptable que la précarité soit devenue un mode de gestion dominant du système : dizaines de milliers de vacataires, de contractuels, de CES, de CEC, d'emplois-jeunes, etc. L'Éducation nationale a ainsi, par exemple, recruté davantage de précaires que de titulaires lors des dernières rentrées scolaires...

Parce qu'il n'est pas acceptable d'utiliser, à coût réduit et dans des conditions de travail dégradées, des personnels embauchés et renvoyés au gré de contrats parfois de quelques heures ou, pour ceux qui sont renouvelables, dont le réemploi est soumis au bon vouloir de leur hiérarchie...

Suite page 3

**Programme
d'actions page 5**

M 02137 - 1300 - F: 2,00 €



« Mieux vaut les critiques d'un seul que l'assentiment de mille. »

Proverbe chinois

**Jusqu'au mardi
10 décembre**

Paris 10°

Rétrospective de l'œuvre cinématographique de Jan Svankmajer au cinéma l'Archipel, 17, boulevard de Strasbourg.

**Vendredi 6 et
samedi 7 décembre**

Lyon

La Société P.J. Proudhon et l'Université solidaire organisent un colloque « Lyon et l'esprit proudhonien » avec la collaboration de l'Atelier de création libertaire. Ouverture le vendredi à 12h30, et le samedi à 9h30 à la Condition des soies, 7, rue Saint-Polycarpe. Pour tout contact: Société P.J. Proudhon, c/o EHESS, 54, boulevard Raspail; Université solidaire, c/o Conditions des soies.

Samedi 7 décembre

Batz-sur-Mer

Parce que la mer est de nouveau en deuil, le groupe FA de Nantes participe à une marche de Batz-sur-Mer jusqu'au Croisic à 15 heures.

Chelles

Conférence-débat organisée par le groupe Sacco et Vanzetti sur la guerre coloniale en Palestine et les positions des pacifistes israéliens avec Patrick, militant de la CNT ayant participé à la 11^e mission (qui par son action directe non-violente fit reculer l'armée israélienne), et Maxim Ghilan, secrétaire de l'Union juive internationale pour la paix et rédacteur en chef des revues *Israël et Palestine* (en anglais) et *Mitan* (charge) en hébreu à 20h30 au 1bis, rue Émilie.

Agenda

Paris 6°

Manifestation nationale des sans-papiers à 14 heures à Montparnasse à l'angle de la rue de Rennes.

Dimanche 8 décembre

Nantes

À 16h30 à l'atelier, 17, rue Paul-Bellamy, débat organisé par la FA autour de la question nationale, des mouvements autonomistes, des questions identitaires.

Paris 19°

Le Comité anti-guerre en Irak organise une réunion-débat pour préparer les mobilisations et la manifestation européenne contre la guerre en Irak à 15 heures au 2, rue Archereau.

**Du lundi 9 au
jeudi 12 décembre**

**Saint-Petersbourg,
Dmitrov et Moscou**

La Commission de l'Académie russe des sciences pour l'héritage scientifique de Pierre-Kropotkine, l'Université d'État de la culture et des arts de Saint-Petersbourg et le musée « Il Cremlino a Dmitrov » vous invitent à participer au travail de la Conférence scientifique internationale en l'honneur des 160 ans de Kropotkine. La Conférence se tiendra à Saint-Petersbourg (9-10 décembre) et à Dmitrov (11 décembre). Le 12 décembre se déroulera une cérémonie avec dépôt de fleurs sur la tombe de Kropotkine dans le cimetière de Novodevichye à Moscou. Contact: web8@mail.dux.ru, ou kropotkin160@pochtamt.ch.ru

Mardi 10 décembre

Rouen

La librairie l'insoumise organise une vidéo-débat sur Gènes à 20h30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Jeudi 12 décembre

Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire (dont la FA est membre) propose une conférence débat avec J.-P. Morichaud sur les dangers du plutonium dans le Gard. À 20h30, centre Pablo-Neruda. Entrée libre.

Vendredi 13 décembre

Chambéry

Le groupe Acratie de la FA organise la projection du film *À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal* suivie d'un débat avec David, un des réalisateurs. À 20 heures à la Maison des associations.

Radio libertaire

Mercredi 11 décembre

Blues en liberté: à 10h30, blues au féminin, côté ville.

Dimanche 15 décembre

Des mots, une voix: à 15h30, les romantiques anglais avec l'écrivain et traducteur Robert Davreu.

Mercredi 18 décembre

Blues en liberté: à 10h30, les « nouvelles » marques de blues, Alligator, Fat Possum.

Mercredi 25 décembre

Blues en liberté: à 10h30, Xmas, nouvel an et tout ce genre de choses!

Mercredi 1^{er} janvier

Blues en liberté: à 10h30, Xmas, nouvel an et tout ce genre de choses!

**Rencontres-débats
à La Rue**

Les débats reprennent à La Rue!

Chaque mois, venez discuter autour d'un thème, découvrir des livres, rencontrer un(e) écrivain(e), artiste ou militant(e) anarchiste... et profitez-en pour emprunter des livres.

Entrée libre et pot offert!

Samedi 14 décembre

Marie-Claire Calmus

« Corps et mots » (spectacle)

Samedi 18 janvier

Claude Guillon

Les anarchistes sont-ils toujours révolutionnaires?



Samedi 1^{er} février

Dominique Lestrat

Les anarchistes face à la culture en milieu rural

Samedi 8 mars:

Thierry Maricourt

Le rôle de l'écrivain aujourd'hui

Les débats ont lieu à 16 heures à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18°.

Métro Blanche ou Abbesses

Conférences-débats sur l'anarchisme

organisées par la Fédération anarchiste

Vendredi 6 décembre

Les anarchistes contre l'ordre moral

À l'Usine, 102, bd de La Villette (au fond de la cour), M^o Colonel-Fabien Paris 19° à 20 h

Vendredi 17 janvier

L'anarchisme et le mouvement ouvrier

Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Blanche ou Abbesses, Paris 18° à 20 h

Vendredi 24 janvier

L'anarchisme aujourd'hui, la Fédération anarchiste

Au local La Rue à 20 h

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

*le monde
libertaire*

Rédaction - Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^{os}	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n ^{os}	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n ^{os}	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....
Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

ÉDITORIAL



ON ALLAIT voir ce qu'on allait voir. Plus un train, plus un bus, plus un camion, les routes coupées, la France paralysée... On n'a rien vu du tout, oui! Une journée d'action plan-plan, un peu de grain à moudre - « le meilleur accord obtenu par les routiers sans une journée de grève » -, un baroud d'honneur quelque peu gesticulatoire de la CFDT, marquée à la culotte par une CGT discrète au possible. Tout ça avec les prud'homales en ligne de mire.

Cet épisode du « conflit » des routiers est plutôt éclairant. Après la prétendue trahison des fédérations signataires de l'accord avec le patronat, les routiers CFDT entrent en résistance. La télé nous les montre, ils avaient préparé palettes, pneus et huile de vidange pour dresser des barrages. Au plus fort de la mêlée, il y en aura soixante. Soixante barrages, 550 000 kilomètres carrés... Ça c'est du maillage!

Ajoutons au tableau l'intervention rapide et très dissuasive des forces de l'ordre capitaliste, qui menacent de faire sauter les permis de conduire, et on comprend pourquoi l'affaire n'a duré qu'une trentaine d'heures.

On comprend moins la candeur de ce responsable syndical qui vient pleurer

que « le gouvernement ne respecte pas leurs accords ». Apparemment, on avait juré en sous-main de ne gêner personne...

Bref voilà comment la fédé CFDT des transports conçoit une grève: on s'adresse d'abord aux pouvoirs publics plutôt qu'aux patrons; on évite autant que possible de faire appel aux travailleurs - sûrement, la fameuse caisse de résistance CFDT doit rester à jamais enterrée sous la surveillance de quelque Harpagon jaloux; quand la répression s'abat, on lâche le morceau: le moyen de faire autrement quand on est isolé?

Alors on peut se plaindre d'être aussi mal servis par des syndicats aussi mal fichus. C'est oublier un peu vite que le mouvement ouvrier, ce n'est pas que le syndicat, et que le syndicat, ce n'est pas uniquement les permanents, les élus et les militants les plus investis.

La délégation fonctionne dans les deux sens: aide-toi, le syndicat t'aidera. Si tu n'arrêtes pas le travail, la grève est perdue. Si tu ne participe pas à la résistance - dans ou hors du syndicat -, ne viens pas te plaindre que les choses vont mal. Mets-toi bien ça dans ta caboche, frère prolétaire: rien ne se fera que tu ne feras toi-même.

L'art de la gouvernance

« Sarkozy ? Il faut lui marcher dessus pour deux raisons : un, c'est la seule chose qu'il comprend. Deux, ça porte chance. »

Jacques Chirac¹

DEPUIS que les Jean Moulin de l'isoloir nous ont sauvés de l'extrême droite, le gouvernement de droite extrême qu'ils ont plébiscité a adopté une tactique vieille comme la politique et les politiciens. Et ça marche toujours : on annonce aux bons contribuables, aux bons électeurs – à grand renfort de médias – une dizaine, une quinzaine, une vingtaine de nouvelles taxes, de mesures antisociales ou dictatoriales, la hausse des prix des entreprises d'État. Les progressistes s'émeuvent et lèvent le doigt pour émettre des réserves. Dans sa magnanimité, le pouvoir les entend et abroge quelques dispositions, ne laissant en place que celles qu'il désire voir passer. Tout le monde soupire, le danger est écarté, nos gouvernants sont bel et bien des démocrates!

C'est ainsi qu'un des premiers actes de nos élus a été d'annoncer – après avoir promis une baisse future mais massive des impôts – l'augmentation immédiate des taxes des carburants, du gaz, de l'électricité, des transports, des timbres, du tabac, etc. J'en oublie, pardonnez-moi. Émotion du populo, protestation polie et courtoise à l'Assemblée nationale. Le gouvernement est à l'écoute de ses sujets. Il n'augmentera pas le prix des timbres. Merci Raffarin.

Il en va de même pour les lois liberticides et sécuritaires qu'on nous annonce : loi contre les mendiants, loi contre les rassemblements, loi contre les nomades, loi contre les étrangers qui menacent l'ordre, loi contre toute insulte à policier, loi contre ceux qui pourraient être, potentiellement, des prostitués, loi contre ceux qui pourraient être, potentiellement, des clients, loi contre ceux qui occupent sans titre des locaux, etc. Et l'abbé Pierre de s'émouvoir pour les mendiants ; mes

camarades du DAL pour certains squatters ; nos socialistes contre la double peine à laquelle ils n'ont jamais touchée lorsqu'ils détenaient les rênes... Sarkozy entend. Il jure ses grands dieux que jamais aucune de ses propositions ne fera le moindre tort à qui que ce soit ; qu'il est prêt lui-même à les amender si le moindre risque existe.

Curieusement (?) personne, de l'extrême droite à l'extrême gauche, personne ne s'est levé en faveur des prostitués. Allons, on ne va tout de même pas s'unir à des personnes qui vendent leur corps² ; qui, pour les étrangères, aident des réseaux mafieux à ruiner notre beau pays³ ! Toute relation sexuelle en dehors du mariage, du PACS ou du concubinage reconnu est sale, sordide, obscène, dégoûtante, dégradante, déshonorante, crasseuse, écœurante, répugnante, immonde, ignoble, etc., n'est-ce pas ?

Notons tout de même que les prostitués ne rançonnent personne, ne volent personne, n'obligent personne, n'exploitent personne, n'escroquent personne ; que si les politiciens de tout bords prenaient exemple sur leur éthique, la vie serait belle, les impôts diminueraient et qu'en tant que victimes systématiques de la répression policière elles méritent toute notre solidarité. Mais passons. Il est bien plus moral d'être gendarme, militaire, huissier, contractuel, inspecteur du fisc, etc. Toutes professions, ô combien nobles, dont nul ne viendrait à rire, que nul ne viendrait à mépriser ou à condamner.

Reste maintenant à se demander si la loi sur la prostitution n'est pas « la » loi essentielle de la série. Personne ne se rend-



t-il compte que si ce seul texte – sur le racolage passif – est voté, les flics pourront faire ce qu'ils voudront de qui ils voudront quand et où ils voudront ? Décrivez-moi, en effet, quelqu'un qui fait du racolage passif. Eh bien, c'est tout simplement quelqu'un qui circule, sur un trottoir ou dans sa voiture. Le représentant du pouvoir – à qui le simple citoyen doit le plus grand respect – pourra à loisir estimer qu'à sa façon de marcher, à sa façon de s'habiller, à sa façon de conduire, le contrevenant était, sans doute, à chercher, qui un client, qui une relation sexuelle tarifée. Et n'allez pas protester ! Cela peut être considéré comme rébellion et agression verbale vis-à-vis d'un représentant de l'État!

Lorsque vous passerez en procès, vous pourrez toujours tenter de justifier de ce que vous faisiez tel jour à telle heure en tel endroit.

En face de vous, il y aura le rapport de l'autorité assermentée.

Hervé Trinquier

1. Cité par Ghislaine Ottenheimer, *le Fiasco* (Albin Michel, 1996), repris dans *les Plus Belles Gaffes de Jacques Chirac* (Albin Michel 2001).

2. Sans doute l'expression la plus odieuse et la plus méprisante inventée par ces vaches de bourgeois.

3. Notons au passage que les prostitués qui seront le moins touchés par la loi sont précisément ceux qui dépendent de réseaux mafieux, ces derniers pouvant les transporter à loisir dans des pays moins répressifs.

Suite de la une Parce qu'il n'est pas acceptable que ces milliers de personnels, qui font souvent exactement le même travail qu'un titulaire, soient devenus, dans le plus grand silence, selon le mot des économistes, des « emplois jetables ».....

Nous estimons nécessaire de rendre cette précarité visible, première étape de la lutte pour y mettre fin.

Parce que la fragilisation du lien salarial, et « l'institution de l'insécurité » qui l'accompagne, est la dominante depuis quinze ans dans l'ensemble des pays industrialisés...

Parce que cette fragilisation au cœur des Fonctions publiques est un objectif avoué du libéralisme européen qui, par le prochain sommet de Berlin en mars 2003, entend purement et simplement livrer l'école et la santé aux marchands...

Parce que les conditions de travail de ces personnels, qui ne peuvent acquérir de stabilité professionnelle et ne font souvent que « passer » dans les établissements, sont néfastes au service public et, à l'école, à l'intérêt même des élèves...

Parce que la précarité statutaire de ces personnels fragilise les statuts de l'ensemble des titulaires et dessine le risque de l'avenir de tous...

Nous sommes tous visés, nous sommes tous concernés.

Nous appelons tous les personnels de l'Éducation nationale, titulaires ou non-titulaires, les parents d'élèves et tous les travailleurs à participer à la manifestation contre la précarité à Clermont-Ferrand, place de Jaude, le samedi 7 décembre, à 15 heures.

Pour l'arrêt du recrutement de personnels précaires et la création des postes statutaires nécessaires, pour des droits et garanties immédiats (réemploi, prise en compte des services effectués) pour tous les précaires qui ont été recrutés, pour la titularisation sans condition, assortie d'une formation, de tous les précaires.

Sud-Éducation, URSEN-CGT, CNT-Éducation, École émancipée 63, Union syndicale Solidaires Auvergne, Attac 63, LDH 63,

La mémoire pas si courte

Les médias prennent les gens pour plus cons qu'ils ne sont

MARDI 26 novembre 2002, des manifestations ont eu lieu un peu partout en France à l'initiative des cheminots afin de « défendre les services publics ». Lors de la manifestation nationale (l'après-midi, à Paris), les cheminots se trouvaient donc en tête du cortège, tellement « bien encadrés par leur service d'ordre » que lorsque trois anciens ministres étiquetés « socialiste » ont voulu « les saluer en tête du cortège », « ils n'ont pu les rejoindre » (France Info, 15 h 10). Le même reporter expliquait, étonné, deux minutes plus tard, que « c'est sous les huées et les fumigènes qu'Élisabeth Guigou, Ségolène Royale et Daniel Vaillant ont dû se résoudre à faire demi-tour et à se réfugier dans le hall d'un immeuble », car « certains manifestants affirmaient que la situation contre laquelle ils manifestaient était de leur faute ». On se demande vraiment où « certains manifestants » vont chercher tout ça...

Vive la pub !

IL Y A UNE DIZAINE de jours, un événement dans les médias hexagonaux n'a pas eu le succès qu'il méritait : Une double page de pub pour NRJ dans *le Monde*...

Deux pages en couleurs, pour glorifier le fait que NRJ caracole en tête des indices, voilà une défaite idéologique en rase campagne pour l'ex quotidien de la rue des Italiens¹ !

Cet exemple montre bien comment le monde de la presse française a changé ces dernières années. Les patrons de presse qui voulaient propager leurs idées (quelles qu'elles soient) ont fait place aux banques et à leurs cache-sexe qui vendent du papier imprimé comme d'autres des boîtes de conserves!

Triste avenir pour l'imprimerie française... On savait que pas mal de quotidiens étaient obligés d'accepter certaine publicité contraire à leurs éthiques, mais c'étaient pour ceux qui avaient des problèmes financiers².

Adieu les papivores, place à la pieuvre Hachette qui s'apprête avec Lagardère et consort à convertir ce qui reste de déontologie dans la presse française aux lois du marché. Comme le déclarer il y a quelque temps le syndicat des correcteurs : « La pluralité de presse et de l'édition est le cadet des soucis de nos

gouvernants, de l'État, du ministère de la Culture et de l'aristocratie boursière. Sous peu, l'attachement à de telles valeurs ne manquera pas d'être requalifié en délit d'opinion. »

Certes, pas de conflits majeurs en vue à court terme³ mais tout est prêt pour de gros orages. Comme à leurs habitudes, les patrons de presse laissent faire un poisson pilote, même si tout le monde se marche sur les pieds. Le groupe Amaury (*l'Équipe, le Parisien, Aujourd'hui*) a débarqué son directeur technique (plus de vingt ans de maison), et les bruits de vente par titre ne sont pas démentis.

Et Hachette est actionnaire du groupe Amaury à hauteur de 20 %. Comme nous ne croyons pas aux miracles, le pessimisme est de mise chez les ouvriers du Livre parisien. Et ce n'est pas la « nouvelle » formule de *France-Soir* qui va changer quelque chose. Le gouvernement actuel reste plus que silencieux. Qui tirera le premier?

Sitting Bull

1. *Le Monde*, rappelons-le, a longtemps résisté aux photos et aux pages de pub.

2. Citons *l'Huma, France-Soir* et, il y a quelque temps, *Libération*. Vanter dans des pages de pub le libre marché ou le tout nucléaire, tout en tirant à boulet rouge dans les articles du journal, tenait du grand écart sportif.

3. Silence radio sur les problèmes de distribution en région parisienne... Mais des grèves en province comme à *la Dépêche du Midi*.

Si les éditoriaux du *Monde* présentent un quelconque intérêt – et c'est bien là le seul –, c'est parce qu'ils dispensent d'avoir à lire le reste du journal pour s'enquérir de ce qui, pour l'establishment, tient lieu de pensée sur « les grands sujets de l'actualité ». Invariablement condensée sur deux colonnes, la vision du *Monde* s'y expose dans l'anonymat qui convient aux lieux communs, avec le ton docte et solennel, voire parfois prophétique, qu'aime à emprunter la bêtise lorsqu'elle a l'occasion de s'étaler.

On a pu le vérifier récemment avec la parution, à quelques jours d'intervalle, de deux de ces échantillons de la vulgate mondaine. Le premier concernait la sortie sur les écrans de la version restaurée du *Dictateur* de Charlie Chaplin (16 octobre 2002). Le second, la délivrance mortifère des otages retenus par un commando tchéchène dans une salle de spectacle moscovite (29 octobre 2002). De prime abord, les sujets traités dans chacun des éditoriaux étaient sans rapport l'un avec l'autre. Mais c'est précisément le traitement dont ils ont fait l'objet qui incite à les rapprocher. Et l'on verra qu'il découle d'un même point de vue, encore que c'est de point aveugle qu'il faudrait parler.

Sous l'intitulé « Chaplin, aujourd'hui », l'éditorialiste de service – en lequel les lecteurs habituels du *Quotidien vespéral des marchés* auront reconnu sans peine le critique ciné maison, Jean-Michel Frodon – consacre l'essentiel de son propos, non au film lui-même, dont il s'emploiera, sous son nom de plume, à disséquer les mérites dans la rubrique « cinéma », quelques pages plus loin, mais au bandeau qui traversait ironiquement l'affiche : « Pour une mondialisation heureuse et égalitaire ». Inscription sacrilège, s'il en est.

Ne nous invitait-elle pas, en effet, s'inquiétait le plumitif mondain, à « traquer les nouveaux visages de la dictature sous les refrains enchanteurs de la mondialisation » ? Autrement dit, à détecter dans celle-ci une forme inédite de totalitarisme et de barbarie ? Une faute de goût d'autant plus impardonnable que la « mondialisation heureuse » est précisément le titre d'un ouvrage d'Alain Minc, où le président du

Testée à l'occasion de la « guerre du droit » dans le Golfe, perfectionnée lors de la guerre « humanitaire » en Yougoslavie, la désinformation de « l'opinion » est maintenant systématique, et cela sans que l'État ait à s'en mêler, puisque les médias privés – le *Monde* en tête – sont aux ordres sans qu'il soit même besoin de leur en donner.

Le Monde entre Charlot et Poutine

conseil de surveillance du *Monde* et conseiller personnel à business de son directeur, Jean-Marie Colombani, se livrait à une apologie sans fard du règne devenu planétaire de l'« économie de marché ». D'où l'urgence d'une explication de texte en bonne et due forme pour dissiper le malentendu que pouvait provoquer le choix « éminemment discutable » d'un slogan qui, au-delà son objectif « publicitaire et commercial », « n'en dit pas moins une politique et une idéologie ».

Des arguties visant à en neutraliser les effets perniciose, on retiendra, tout d'abord, qu'il est regrettable que la France soit « le seul pays où s'est imposé [...] ce mot – "mondialisation" – pour évoquer la globalisation du monde ». N'est-ce pas là faire le jeu des « ennemis modernes de l'universalisme et de l'humanisme », à savoir, d'une part, de l'extrême droite et, de l'autre, des intégristes islamistes ? Ensuite, « englober sous le vocable "mondialisation" les injustices et les inégalités d'un monde de toute façon commun, c'est faire croire qu'il suffirait d'échapper au monde pour être enfin libres et égaux. » Ce serait, somme toute, l'« opposé » du message délivré par Chaplin dans *le Dictateur* : « l'éloge du monde »,

« d'un monde de démocratie, d'un bien commun et de valeurs communes ».

Si « éloge du monde » il y a, en l'occurrence, c'est, comme le veut la règle non écrite parmi les journalistes de révérence, celui du monde tel qu'il est. Même s'il fait l'âne pour avoir du son, l'éditorialiste du *Monde* savait parfaitement, à l'instar de l'ensemble du comité de rédaction dont il s'était fait le porte-parole de circonstance, quelle était la cible réelle du détournement en forme de collage opéré par les concepteurs de l'affiche. Non pas « la mondialisation », en général, mais la mondialisation capitaliste, ou, pour s'en tenir à une critique « citoyenne », « libérale ». Ce qu'aurait, paradoxalement, confirmé la substitution du terme « globalisation », néologisme importé des États-Unis. Il est vrai que « nous sommes tous américains », ainsi que l'avait fièrement proclamé le directeur du *Monde*, au lendemain des attentats du 11 septembre.

Chacun sait, en tout cas, que, pour les adversaires de la « globalisation », il ne s'agit aucunement d'« échapper au monde », mais, bien au contraire, de s'y engager résolument pour le faire échapper à l'emprise de ceux qui en sont devenus les maîtres. Car, si « ennemis modernes de l'universalisme et de l'humanisme » il y a, ce sont eux. Il n'est que de voir ce qu'il advient de ces « valeurs communes », qu'ils respectaient déjà fort peu, depuis le déclenchement de la « guerre contre le terrorisme ». Ce qui nous amène directement au deuxième éditorial du *Monde*.

Alors que la croisade contre l'« axe du mal » battait son plein, voilà que l'un de ses tout nouveaux partenaires a eu la fâcheuse idée, pour venir à bout d'un commando de kamikazes preneurs d'otages, de donner le feu vert à un autre commando, composé de tueurs assermentés par l'État, cette fois-ci, qui a réussi à tuer plus d'otages que de terroristes. Avec l'utilisation de gaz interdits, de surcroît. Et, pour faire bonne mesure, sans que les responsables politiques de l'opération se soucient le moins du monde de rassurer « l'opinion », tant locale qu'internationale. Cela méritait bien un édito du *Monde*. Non pour condamner les moyens employés. On ne va pas tout de même pas s'apitoyer sur le sort de terroristes liquidés d'une balle dans la tête alors qu'ils étaient déjà neutralisés. Mais en raison de l'identité des autres morts et du cynisme affiché par les commanditaires de ce sanglant fait d'armes. Pour l'éditorialiste, le diagnostic ne fera pas de doute : les autorités russes avaient réagi « à la soviétique ».

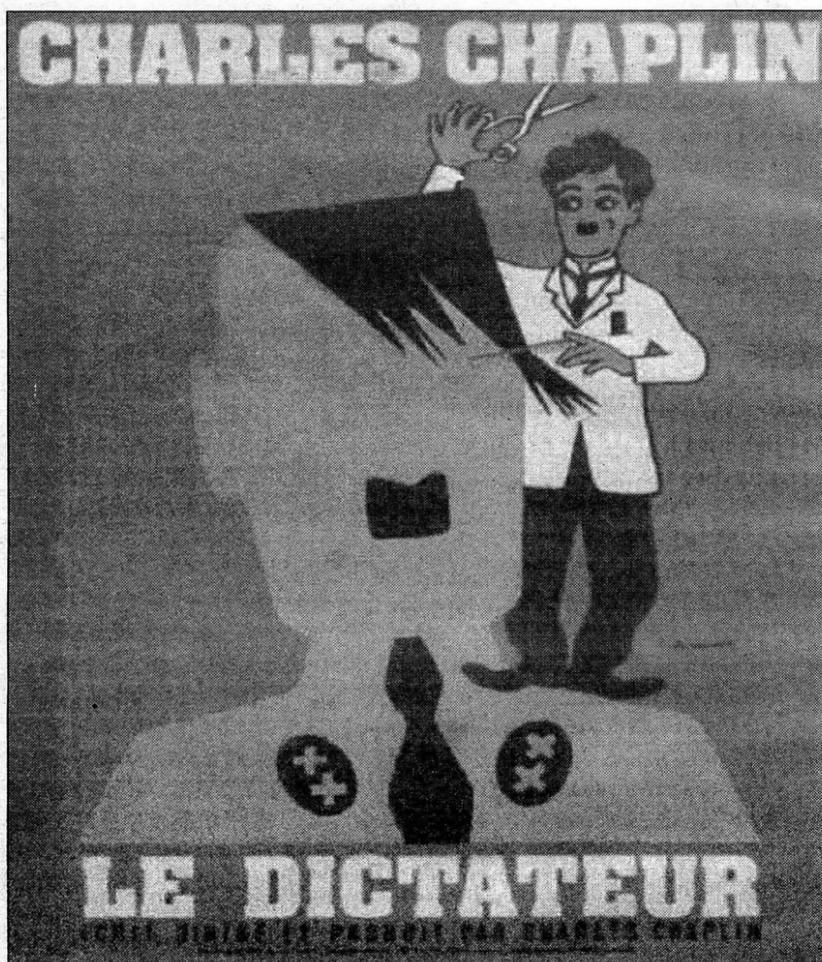
Selon lui, l'affaire portait la « marque du soviétisme » : « opacité, obsession du secret militaire, mensonges d'État, manipulation de l'opinion, mépris absolu de la vie humaine ». Pourtant, il ne semble pas que ce soient là des pratiques propres à « l'ère soviétique ». On a pu constater, en effet, qu'elles constituaient les ingrédients obligés des expéditions militaires récentes menées par l'OTAN au nom du « droit », puis de « l'humanitaire », avant que la « lutte contre le terrorisme » ne prenne le relais.

Testée à l'occasion de la « guerre du droit » dans le Golfe, perfectionnée lors de la guerre « humanitaire » en Yougoslavie, la désinformation de « l'opinion » est maintenant systématique, et cela sans que l'État ait à s'en mêler, puisque les médias privés – le *Monde* en tête – sont aux ordres sans qu'il soit même besoin de leur en donner. La censure, quant à elle, fonctionne à plein régime, qui n'a rien de « soviétique », grâce à l'instauration, en Afghanistan comme en Palestine, de « zones de guerre », c'est-à-dire de répression tous azimuts, interdites à la presse. Le respect de « la vie humaine », en effet, ne vaut que pour les ressortissants du « bon camp ». Pour les autres, les « dommages collatéraux » font partie du paysage guerrier. De Maars-al-Charif à Guantanamo, en passant par Jenine et Naplouse, on ne compte plus les prisonniers massacrés, les assassinats ciblés, les blessés achevés, les suspects torturés, pour ne rien dire, si l'on élargit lesdits dommages à l'échelle d'un pays, les populations civiles bombardées et les centaines de milliers de gens morts par dénutrition ou manque de soins du fait des embargos. Quant aux armes létales interdites par la convention de Genève, leur usage, depuis la guerre du Golfe, est devenu monnaie courante : bombes à effet de souffle, à uranium enrichi, à fragmentation, etc.

Cependant, jusqu'à présent, les pertes dans le camp occidental, les seules qui comptent, étaient, autant que possible, réduites au minimum, tandis que les innombrables exactions commises contre l'adversaire, réel ou supposé, étaient, tout au plus déplorées, quand on ne parvenait plus à les dissimuler, comme un mal inévitable sinon nécessaire. C'est pourquoi, malgré les félicitations de Bush, Blair, Sharon et consorts pour le « succès » de l'opération, Vladimir Poutine n'en a pas moins doublement franchi la ligne jaune, aux yeux des commentateurs autorisés : d'abord, en contrevenant sans état d'âme à la sacrosainte doctrine du « zéro mort » dont bénéficient les ressortissants de l'« axe du bien » ; ensuite, en faisant preuve de désinvolture à l'égard de l'impact médiatique désastreux qui pouvait en résulter. Bref, il a donné l'impression de se moquer ouvertement des grands principes qui servent d'alibi à « nos démocraties » dans leur combat épique contre la barbarie islamique.

« Ce qui est en jeu, c'est la crédibilité de la lutte antiterroriste », concluait l'auteur anonyme de l'éditorial. Avec raison. On ne peut, sans danger, laisser entendre que la seule différence entre le terrorisme d'État et le terrorisme tout court est que l'un est légal et l'autre pas ! Aussi valait-il mieux présenter le « maître du Kremlin » comme le digne héritier du défunt régime « communiste », plutôt que de le laisser apparaître pour ce qu'il était : un émule surdoué de Bush et de Sharon. Avec le risque de donner raison aux contempteurs aigris de la « mondialisation heureuse » et, par là, à l'odieuse bandeau apposé sur l'affiche du *Dictateur*.

Jean-Pierre Garnier



La Croix noire anarchiste

LA CROIX NOIRE ANARCHISTE (ou ABC, Anarchist Black Cross en anglais) est un réseau mondial de groupes anarchistes autonomes qui travaillent en faveur des libertaires incarcérés, pour avoir participé à la résistance collective contre le système oppresseur et pour avoir lutté pour une vie meilleure, sur la base de l'entraide et la solidarité. L'ABC travaille en faveur d'une société sans État, sans exploitation et libre de toute domination basée sur la race, le genre ou toute autre discrimination. Mais il ne suffit pas de construire l'organisation pour impulser ces changements, il faut aussi être prêts à défendre ceux qui militent dans ce mouvement.

L'ABC déploie la solidarité avec les incarcérés du mouvement libertaire international comme avec des prisonniers sociaux. Elle se solidarise avec les prisonniers qui combattent le racisme et la xénophobie, comme avec ceux qui luttent pour un monde juste sans aucune discrimination; elle appuie la résistance dans les prisons et insiste sur la nécessité de s'auto-organiser pour faire face à ceux qui agissent comme des bras exécutants de l'État (policiers, fonctionnaires de l'appareil judiciaire et du système pénal). Pour l'ABC, une société libre doit trouver des alternatives effectives pour affronter le crime antisocial, dont la diminution réelle n'interviendra seulement qu'avec des changements profonds dans le système économique, social et politique (et, avant cela, abolir les prisons pourrait être l'unique option raisonnable).

Les origines de l'ABC remontent à la Révolution russe. Une Croix rouge anarchiste fut formée en Russie tsariste pour aider de façon pratique les prisonniers politiques et leurs familles. Plus tard, son nom changea pour Croix noire pour éviter la confusion avec la Croix rouge « officielle » qui distribue des secours dans le pays.

Quand la dictature bolchevique se consolide, l'ABC déménage à Berlin, où elle continue à aider les victimes du régime soviétique, comme celles du fascisme italien et d'autres. Devant l'augmentation des demandes d'aides et avec la chute simultanée de ses possibilités de financement, la Croix noire décline au cours de la décennie de 1940. Dans les années 60 et 70, l'organisation ressurgit en Angleterre, où, à l'origine, elle travaillait pour aider des groupes de prisonniers de la résistance espagnole. Depuis 1980, l'ABC s'étend et a actuellement des groupes dans différentes régions du monde.

Appuyer le militantisme et la résistance en prison

Le travail de l'ABC est basé principalement sur l'établissement de communication avec et entre les prisonniers, en maintenant une correspondance constante avec eux pour faire un pont avec le monde au dehors de la prison. C'est ainsi que leur sont envoyés livres, timbres postaux et matériels pour s'instruire en prison. Sont réalisées d'autres activités comme par exemple des rassemblements face aux prisons, des actions solidaires, etc.

Parallèlement à cela, l'ABC s'efforce de faire connaître la réalité qui se vit jour après jour dans toutes les prisons du monde (tortures, assassinats, et tout type de maltraitance physique ou psychique). Elle travaille avec pour objectif final de créer un mouvement qui détruit les prisons et tout ce qui y ressemble. Les groupes de l'ABC se disent assembléistes et libertaires, ne reçoivent pas de subventions, parce qu'ils pensent que les changements sociaux révolutionnaires ne se réalisent pas avec de l'argent sale distribué par l'État à ceux qui « se comportent bien ».

L'ABC prétend reconnaître, exposer et appuyer la lutte des prisonniers en général, et particulièrement des prisonniers politiques et de guerre. La

manière de se solidariser dépend de chaque situation individuelle. Pour les uns, ce sera de l'envoi de matériel ou une aide financière. Pour d'autres, il s'agira de maintenir un contact par courrier, de les visiter, de distribuer de la littérature politique, en discutant stratégie et tactiques.

Elle collecte des fonds au bénéfice des prisonniers ou de comités de défenses; elle organise des campagnes publiques de solidarité avec ceux qu'elle soutient, et est considérée comme une part active du mouvement libertaire. L'ABC continue à être un lien pour la continuation de la lutte. Faciliter la communication entre militants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons, c'est renforcer la résistance de chaque côté des murs. Cela permet de laisser espérer à d'autres militants qu'ils ne seront pas abandonnés quand l'État aura mis la main dessus.

Quand des compagnons anarchistes défient frontalement le pouvoir, que ce soit dans les « démocraties » latino-américaines, l'Europe « civilisée », l'Amérique « tolérante » ou en un quelconque autre endroit, il est inévitable qu'ils seront victimes de la répression et qu'ils courront le risque de passer derrière les barreaux.

Depuis 1989, l'ABC organise les chaînes de réponse d'urgence (CRE, en anglais) pour faire face aux agressions judiciaires, aux réclusions, sentences de mort, grève de la faim, torture ou assassinat qui touchent des libertaires n'importe où sur la planète. Une CRE signifie que les groupes de l'ABC et d'autres de par le monde envoient des courriers électroniques, télégrammes, appels téléphoniques, fax, organisent des actions dans les 48 heures après qu'une alerte a été donnée.

On décide quel prisonnier appuyer et quel travail faire au cas par cas. Priorité est donnée aux prisonniers politiques ou politisés et aux prisonniers de guerre. À la différence d'Amnesty, l'ABC ne qualifie pas de « bons » ou « mauvais » les actes de résistance; la non-violence n'est pas en elle-même un critère pour donner son appui. Elle n'exclut pas non plus ceux qui se sont politisés au travers de leur expérience de prisonnier et qui sont devenus organisateurs de la résistance en prison.

El libertario

Venezuela, novembre 2002

Traduction: relations internationales FA

Pour plus d'informations:

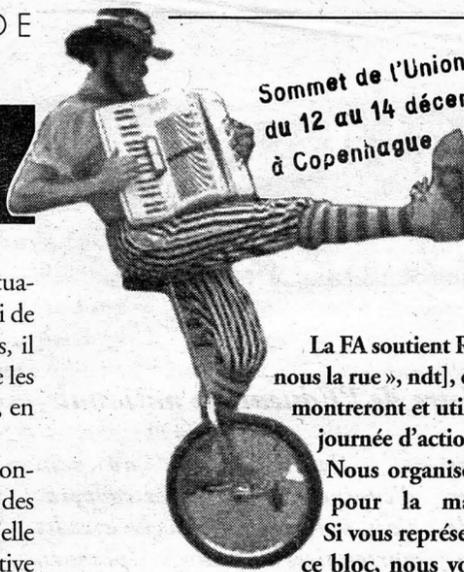
France: ABC, Dijon c/o Maloka, BP 536,
21014 Dijon cedex
maloka@chez.com
(préciser « pour l'ABC »)

CNA, sección ibérica Pro-Pres@
Paseo Alberto Palacios #2, Villaverde Alto, CP
28021 Madrid, España

CNA Barcelona,
Espai Obert Blasco de Garay #2,
08004 Barcelona, España
maldoror@pangea.org

Comment participer ?

Il existe de nombreuses façons de s'associer à ce travail. Toi ou ton groupe pouvez vous unir à une ABC locale, constituer un groupe, donner du travail, du matériel ou de l'argent, participer aux chaînes de réponses d'urgence, aider individuellement en informant autour des questions liées aux prisonniers, en leur écrivant, leur rendant visite, en envoyant du matériel de lecture et autre.



Sommet de l'Union européenne
du 12 au 14 décembre
à Copenhague

Action!

La FA soutient Reclaim the Streets [« Réappropriation la rue », ndt], et nous espérons que les personnes se montreront et utiliseront leur créativité pendant cette journée d'action.

Nous organisons un bloc anarchiste/syndicaliste pour la manif internationale du samedi. Si vous représentez un groupe qui aimerait rejoindre ce bloc, nous vous encourageons vivement à nous contacter à: info@resist2002.dk.

Nous ne voulons pas participer au meeting public organisé par « Stop Volden » [« Arrêtons la violence », ndt] samedi après-midi. À la place, nous encourageons les gens à prendre part à la manifestation contre l'État policier européen, qui est organisé par différents groupes anarchistes et de la gauche radicale de Copenhague.

La raison de notre boycott du meeting de Stop Volden est leur bonne volonté pour travailler avec la police. De notre point de vue, cela signifie que Stop Volden occulte l'intérêt et les buts du contre-sommet et dresse une fausse image des protestataires, rejoignant ainsi les ignorants qui croient que les raisons de la violence policière peuvent se trouver dans les gros titres des tabloïds à propos « des bandes d'anarchistes hooligans vêtus de noir vandalisant ». Les gens au pouvoir ont un énorme intérêt à rendre la protestation contre eux des plus difficiles et dangereuses, et c'est justement ce genre de propagande dont ils ont besoin pour parvenir à leurs fins. Ceux qui ne voient pas cela sont simplement aussi aveugle qu'ils voudraient que nous le soyons tous.

Alors quand ils seront tous réunis à Copenhague du 12 au 14 décembre, nous devons être là-bas, dans les rues, ils verront de leurs propres yeux qu'ils ne peuvent pas effrayer le peuple avec leur discours de terreur et de guerre. Rendez-vous en décembre!

Fédération anarchiste du Danemark

traduits par les relations internationales de la FA (France et Belgique)

Espagne

Les quatre de Malas Pulgas transférés

LE MONDE LIBERTAIRE s'était fait l'écho des conditions et motifs de l'arrestation de quatre militants libertaires de Valencia, arrêtés le 18 octobre à l'occasion de l'expulsion du Centre social Malas Pulgas de Valencia. La commission de défense des droits de la personne du collège d'avocats de Barcelone a estimé, le 16 novembre, que les faits reprochés aux quatre jeunes gens « pourraient être constitutifs, s'ils étaient prouvés, de délits de dommages et de désordres à l'ordre public », mais ne constituent pas une activité terroriste. « Considérer le collectif de squatteurs comme une organisation terroriste est dans la ligne politique de criminalisation et de discrédit social des mouvements alternatifs opposés à la pensée unique. »

Les quatre personnes incarcérées dans un premier temps à la prison de Picassent, à Valencia, ont été transférées à Madrid, sur ordre du juge Luis Francisco de Jorge, afin de les traduire devant la cour qui traite les affaires liées au terrorisme, la Audiencia nacional. L'un d'eux, Isaac, a été relâché moyennant une caution de 4000 euros.

Le juge accuse: « Ce groupe était constitué de manière organisée, et chaque individu remplissait une fonction à l'intérieur, comme collecter des informations sur les policiers, élaborer des revues où l'on expliquait comment fabriquer des explosifs, une autre personne faisait fonction le trésorier. » Dans le film que se raconte le juge, on impute également des contacts entre les quatre de Malas Pulgas et les GRAPO, Batasuna et des anarchistes italiens, notamment Claudio Lavazza et Giovanni Gilbert (en prison en Espagne depuis 1996). Ils en sont aujourd'hui à 39 jours de prison, et le montage policier et judiciaire ne paraît pas finir. Les collectifs de soutien en Espagne continuent à demander notre soutien, et réclament la liberté immédiate et sans caution.

Relations internationales de la FA

Cri d'alarme et de révolte

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale,

Sous l'impulsion issue de nos mouvements, votre prédécesseur avait créé le Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire. Ce chantier devait promouvoir l'innovation au sein du système éducatif en facilitant, entre autres, l'ouverture d'établissements et de structures différentes. Au final ce chantier n'a accouché que de quelques réalisations marginales, rendues précaires par leur caractère expérimental. Il s'est détourné de plus en plus vers la prise en charge d'élèves en très grande difficulté, renvoyant l'innovation à la périphérie du système scolaire.

Nous tenons à faire entendre une autre voix, celle qui redonne à l'acte d'éduquer sa place primordiale et à nos enfants l'image honorable qu'ils méritent. Une autre école est possible : laïque, populaire, coopérative, émancipatrice, cette école existe depuis des décennies. Des pédagogies telles les pédagogies coopératives (dont la pédagogie Freinet) la mettent en œuvre au quotidien. Mais elles ont toujours été réduites à la confidentialité.

Elles savent pourtant allier avec succès éducation et appropriation des connaissances :

– En reconnaissant les enfants comme auteurs de leur devenir et capables de choisir, nous leur ouvrons les portes de l'autonomie et la responsabilité.

– En développant une éducation globale polytechnique, valorisant tous les langages et s'appuyant sur la culture première des enfants, nous pouvons les accompagner, pas à pas, dans leurs tâtonnements, de leur propre culture vers d'autres cultures, vers la Culture.

Des textes libres aux œuvres littéraires, des expressions corporelles, théâtrales, musicales, etc. aux œuvres des « grands maîtres », des créations mathématiques à la mathématique de vos programmes, nous rendons les enfants disponibles aux cultures que les sociétés nous ont léguées dans l'histoire. Au travers de ces créations, expressions libres ou guidées, nous nous revendiquons « éducateurs passeurs de cultures ».

– En associant les enfants à l'élaboration des règles, en leur donnant les outils pour dépasser de manière constructive les inévitables conflits, en créant une démocratie participative, nous leur donnons toutes les chances de s'approprier ces règles communes.

– En offrant aux enfants, dès l'école, d'authentiques situations de participation aux décisions et aux projets, nous œuvrons à la construction d'individus capables et soucieux d'agir pour le collectif.

– En travaillant au sein d'équipes pédagogiques coopératives, ouvertes au dialogue avec les partenaires éducatifs (parents, acteurs sociaux et culturels des quartiers, des communes, etc.), ces objectifs ont plus de chances de se réaliser.

Dans nos classes, vous pourrez constater qu'on travaille et qu'on apprend dans un climat serein, même dans les quartiers dits difficiles. Nous vous invitons à y venir.

Pour autant, nous constatons chaque jour les limites de notre action éducative dans une société ravagée par les effets du libéralisme, dans une société gangrenée par l'esprit de compétition et son lot d'exclusions et de violences sociales. Nous ne voulons plus être les pompiers de service, les missionnaires d'une pacification sociale à laquelle on chercherait à nous assigner, et à bon compte. Nos pratiques pédagogiques participent d'un projet politique de type collectif et ouvert à tous.

Cette lettre est un cri d'alarme mais aussi de révolte face aux régressions de notre système éducatif et de notre société.

Avec les récentes lois des ministres Sarkozy-Perben auxquelles vos projets actuels emboîtent le pas, c'est le tout-répressif qui est mis en avant, ceci dans un contexte ultra-sécuritaire. Alors comment s'étonner que, du haut de leur chaire, des voix, fort écoutées au demeurant, prônent le retour à l'instruction pure et dure ?

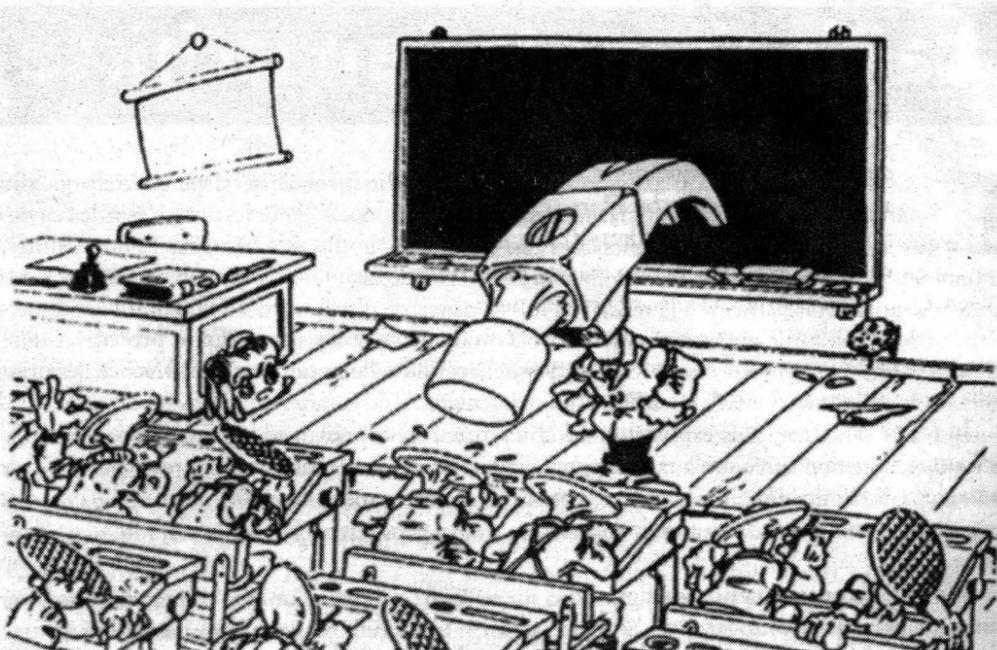
Quelles perspectives engageantes pour les enfants, les jeunes, et notamment les plus défavorisés d'entre eux dont le choix n'est plus alors qu'entre soumission ou rébellion...

À vouloir éteindre ainsi le feu que des bordes de « sauvages » propageraient prétendument dans la société, c'est tout bonnement la flamme de l'ambition qu'on éteint, le désir de futur qu'on étouffe, avec le risque certain que les dernières étincelles soient celles de la révolte.

Le 8 décembre prochain, nous serons dans la rue pour défendre une école laïque respectueuse des valeurs des enfants et de leurs familles au sein d'un service public d'éducation fort et ouvert au dialogue avec ses usagers. Nous serons dans la rue pour redire notre engagement pour une école coopérative et émancipatrice pour tous les enfants.

Nous appelons tous les éducateurs (enseignants, parents, travailleurs sociaux, etc.), partageant cette vision de l'école, à nous rejoindre ce jour-là.

ICEM-Pédagogie Freinet
Icem.pedagogie.freinet@wanado.fr



Innovation pédagogique : un bilan, des propositions

Si, depuis son ouverture, le CNIRS (Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire) a pu appuyer plusieurs projets de mise en place de dispositifs dans des établissements existants, principalement à destination de publics scolaires en difficulté, sa mission en direction de la création d'établissements expérimentaux se solde par un bien maigre résultat.

En deux années de fonctionnement, seuls quatre établissements ouverts à tout public ont pu voir le jour, alors que de nombreux projets avaient été élaborés, voire validés et crédités de moyens par le ministère pour en parfaire la faisabilité.

D'autres en fonctionnement depuis plusieurs années voyaient leur existence remise en cause.

D'autre part, les travaux du CNIRS n'ont abouti à aucune proposition pour une avancée des textes réglementaires susceptibles d'aider à l'ouverture d'établissements, ni même d'assurer leur pérennité au-delà des mouvements des personnels institutionnels et politiques, et garantissant le bon déroulement d'une expérimentation à cinq ans minimum.

Ainsi, deux établissements (Brest et Saint-Martin Valmeroux) ouverts suite à leur validation par le CNIRS en septembre 2001 ont été menacés de fermeture dès le mois de juin 2002.

Il n'est plus possible que des élèves soient scolarisés à titre précaire dans ces établissements. Il n'est plus possible que des enseignants s'investissent à perte dans des projets de travail en équipe et des recherche-

action sans cesse remis en cause administrativement. Il n'est plus possible que des familles, des citoyens, des élus de collectivités locales soient entraînés dans d'énormes déperditions de temps et d'énergie, par les incohérences de responsables institutionnels et politiques, et leur incapacité à mettre en œuvre les principes élémentaires de la parole démocratique.

Toutes ces paroles non tenues relèvent de la malhonnêteté, voire de l'escroquerie à la démocratie que même la Justice a condamné (cf. Saint-Martin Valmeroux, recours au tribunal administratif).

À l'aube d'une réorientation du CNIRS, nous en appelons :

– À la clarification de la situation administrative de ces établissements, ce qui passe notamment par un conventionnement avec les rectorats, l'attribution du statut d'EPLE (établissement public local d'enseignement) et la dotation dès décembre des moyens pour la rentrée suivante, selon le calendrier habituel.

– À la prise en compte immédiate de projets qui ont déjà obtenu la validation du CNIRS et qui, plus que jamais

déterminés à ouvrir, n'attendent qu'une volonté politique.

– À l'élaboration de règles de validation, d'accompagnement, d'évaluation de ces projets, de partage des compétences institutionnelles clairement définies.

– À la transparence, y compris dans le cadre paritaire, notamment par l'accès sur le site du CNIRS aux informations suivantes : calendrier et comptes rendus des réunions et travaux du Conseil, accès aux projets pédagogiques, accès à la liste des participants au séminaire des 15 et 16 mars 2002.

Nous nous opposons à toute réorientation du travail du CNIRS sur le seul terrain de la remédiation à la difficulté scolaire comme le laissent entendre les orientations du ministère (autorité, illettrisme, etc.).

L'innovation pédagogique concerne tous les acteurs de la vie scolaire, toutes les régions et tous les types d'établissements, de la maternelle au lycée, en passant par le collège. Nous souhaitons des établissements autonomes pour de vrais projets éducatifs dans l'Éducation nationale.

ICEM-Pédagogie Freinet

L'ICEM-pédagogie Freinet propose à tous les enseignants innovateurs, militants des mouvements pédagogiques mais aussi aux parents et à tous ceux qui pensent qu'une autre école est encore possible de manifester à Paris le 8 décembre sous une banderole : « Une école laïque et populaire, émancipatrice et coopérative pour tous ». Regroupement à partir de 13 heures, M° Saint-Jacques (ligne 6). Pour les égarés : 06 18 01 79 47 ou 06 67 71 02 09

La vie contre le gouvernement de la science

« Ce que je prêche, c'est donc jusqu'à un certain point la révolte de la vie contre la science, où plutôt contre le gouvernement de la science, non pour détruire la science, ce serait un crime de lèse-humanité, mais pour la remettre à sa place, de manière qu'elle n'en puisse plus jamais sortir. » Bakounine (*Dieu et l'État*, 1871).

NOUS travailleurs de la terre de la Confédération nationale du travail rassemblés dans la CTTE (Coordination des travailleurs de la terre et de l'environnement) dénonçons la prochaine incarcération de René Riesel et de José Bové, tous deux condamnés à quatorze mois de prison ferme et 130 000 francs d'amendes pour avoir participé aux actions anti-OGM de Nérac¹ et de Montpellier.

Au-delà de ces incarcérations, nous tenons à dénoncer la logique répressive qui tente de criminaliser tous azimuts les militants comme les classes les plus pauvres. Nous rappelons notre opposition de principe au système carcéral, arme de répression sociale, criminogène.

Concernant ces deux condamnations, et afin de rétablir une vérité toujours malmenée par la simplification et la manipulation médiatique, nous tenons aussi à rappeler que l'action du Cirad² était une action conçue et menée par des individus sans revendication organisationnelle au sein de la Caravane intercontinentale et regroupant de façon informelle et ponctuelle principalement des paysans du sud de l'Inde, de militants venus d'organisations diverses (dont la nôtre) et des inorganisés.

Nous rappelons également que si c'est sous un gouvernement de droite, particulièrement répressif, que ces incarcérations ont lieu, c'est sous un pouvoir de gauche (plurielle) que les poursuites judiciaires ont été entamées. Il est donc malhonnête, comme le font certains aujourd'hui, de vouloir atténuer les responsabilités des partis de gauche dans la logique de répression sociale et le développement des « biotechnologies ».

Au sujet des « biotechnologies », la CTTE considère que ces nouvelles techniques sont la conséquence logique d'un système marchand et industriel toujours à la recherche de domination. Après le salariat, première étape de l'aliénation moderne de l'humanité, le fantasme de la maîtrise des mécanismes intimes de la vie, afin d'en orienter l'évolution, parachèverait la confiscation de notre liberté individuelle et collective.

En conséquence, nous considérons que les biotechnologies et, leur version agricole, les OGM, ne peuvent être efficacement combattues qu'en rompant avec le système qui les produit.

C'est dans ce sens que la CTTE, fidèle à son orientation anarcho-syndicaliste, entend œuvrer. Bien sûr, elle s'associera dans cette lutte capitale avec toutes les forces clairement engagées pour la gestion directe de la société et contre le capitalisme.

CNT-CTTE

1. Nérac: destruction le 8 janvier 1998 de stocks de maïs transgénique Novartis.

2. Cirad: destruction le 5 juin 1999 de plans de riz transgéniques dans les serres du Cirad (Centre international de recherche et d'aide au développement) de Montpellier.

Criminalisation sociale

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE s'oppose fermement au jugement qui condamne désormais les syndicalistes René Riesel et José Bové à 14 mois de prison ferme pour avoir participé à des actions anti-OGM. Elle s'oppose également à toute criminalisation de militants sociaux, par des pouvoirs de droite comme de gauche : la répression et les lois sécuritaires ne sont effectivement pas l'apanage de la droite. Quand l'injustice devient loi, quand l'oppression est permanente, la résistance s'impose : c'est pourquoi la Fédération anarchiste appelle à la désobéissance civile face aux lois iniques, à la résistance face aux forces de

l'État qui répriment le mouvement social et à combattre les décisions de la justice de classes qui condamnent les militants progressistes, y compris quand ceux-ci pratiquent l'action directe non-violente.

Fédération anarchiste
Secrétariat aux relations extérieures

c/o 145, rue Amelot
75011 Paris

relations-extérieures@federation-anarchiste.org
http://federation-anarchiste.org

Soutien aux salariés de France 3 en grève

RÉCONQUÊTE du service public, contrats de travail pérennes et définition précise du recours à l'emploi précaire, salaires indépendants des critères patronaux et arrêt du blocage... Ce sont des enjeux primordiaux avec lesquels nous ne pouvons qu'être en plein accord. La dimension intercorporatiste et l'unité syndicale dans la lutte sont aussi des aspects à nos yeux primordiaux. C'est pourquoi nous soutenons pleinement la lutte des salariés de France 3, et que nous leur souhaitons une bonne lutte, et la victoire!

La privatisation se fait d'abord rampante, afin d'être achevée plus facilement ensuite. À moins que l'on ne conserve un service public squelettique, tous les organes étant sous contrôle privé. Bonne technique pour que l'argent public engraisse des groupes financiers dont les salariés sont surexploités. Les revendications des grévistes vont dans le sens d'un retour au service public.

Le deuxième enjeu concerne l'emploi. À France 3, comme ail-

leurs, la précarisation s'étend. Les grévistes réclament la « requalification des emplois précaires en CDI dès lors qu'ils correspondent à une activité normale et permanente » (CGT) et la « redéfinition claire des modalités de recours à l'emploi précaire » (intersyndicale).

Le troisième enjeu concerne les salaires. La politique salariale apparemment incohérente permet de détacher la rémunération de critères objectifs (qualification, ancienneté) pour la faire dépendre de critères subjectifs (« capacité d'évolution »... comprendre « soumission »). Les grévistes demandent aussi la fin du blocage des salaires (les profits, eux n'ont jamais été bloqués... pas plus que les salaires des cadres dirigeants!).

CNT
Fédération des syndicats de la communication, de la culture, du spectacle

33, rue des Vignoles, 75020 Paris

presse.rp@cnt-f.org

Oui, nous sommes en grève. Oui, nous sommes en colère. Le personnel de France 3 est en grève depuis le 13 novembre 2002, pour la défense du service public, de votre télévision. Les émissions que nous vous proposons sont désormais presque toutes produites par des producteurs privés qui s'enrichissent avec votre argent, celui de la redevance. Le personnel voit ses outils et ses moyens s'amenuiser de jour en jour. France Télévisions si elle n'est pas privatisée officiellement, fonctionne aujourd'hui comme telle. Que vont devenir les émissions que vous aimez? Elles sont amenées à disparaître puisque nous n'avons plus les moyens de les produire. Nous ne voulons pas d'une gestion fondée sur le rendement et la productivité au détriment de la qualité de vos programmes. France 3 est aujourd'hui une entreprise sans projet, sans financement et sans ambition.

Les grévistes

Grâce présidentielle

RICARDO FLORES MAGÓN, l'anarchiste qui donna son contenu social à la Révolution mexicaine, entra dans une prison américaine, pour la dernière fois, en août 1918. Librado Rivera et lui avaient été jugés et respectivement condamnés à 15 et 20 ans de prison pour avoir signé un manifeste anarchiste. Flores Magón est malade. Les amis et compagnons se mobilisent pour la révision de son procès. Le 6 décembre 1920, depuis le pénitencier de Leavenworth, Kansas, Ricardo, ayant appris les démarches entreprises pour demander sa libération, car il est en train de devenir aveugle, écrit une lettre à Nicolas T. Bernal:

« Au Département de justice (Washington), on a dit à M. Weinberger que rien ne peut être fait en ma faveur si je ne demande pas ma grâce... Ceci scelle ma destinée; je deviendrai aveugle, je mourrai et je mourrai à l'intérieur de ces affreux murs qui me séparent du monde, car je ne demanderai pas la grâce. Je ne le ferai pas! Durant mes vingt-cinq années de lutte pour la liberté, j'ai tout perdu ainsi que toute occasion de devenir riche et célèbre; plusieurs années de ma vie se sont consumées dans les prisons; j'ai connu le sentier du vagabond et du

paria; je me suis vu dépérir à cause de la faim; ma vie a été en danger de nombreuses fois; j'ai tout perdu, sauf une chose, une seule que je chéris et que je conserve avec un zèle presque fanatique: mon honneur de combattant. Demander la grâce voudrait dire que je regrette d'avoir osé abattre le capitalisme pour mettre à sa place un système basé sur la libre association des travailleurs, pour produire et consommer; et ça je ne le regrette pas, j'en suis fier. Demander la grâce voudrait dire que j'abdique mes idéaux anarchistes; et je ne me dédis pas, j'affirme que si l'espèce humaine atteint un jour la véritable fraternité, la liberté et la justice sociale, ce sera par l'anarchisme. Ainsi donc, mon cher Nicolas, je suis condamné à devenir aveugle et à mourir en prison; mais je préfère ceci plutôt que de tourner le dos aux travailleurs et obtenir l'ouverture des portes de la prison au prix de ma honte. Je ne survivrai pas à ma captivité, car je suis déjà vieux; mais quand je serai mort, mes amis écriront peut-être sur ma tombe: "Ci-gît un rêveur", et mes ennemis: "Ci-gît un fou". Mais personne n'osera inscrire: "Ci-gît un lâche et un traître à ses idées". »



Ricardo Flores Magón

Le 21 novembre 1922, on le trouva mort dans sa cellule, probablement assassiné par un homme de main à la solde du gouvernement américain. Ricardo Flores Magón était âgé de 48 ans et en avait passé plus de treize dans les différentes prisons du Mexique et des États-Unis.

Prud'hommes, réflexions croisées

À Radio libertaire, les Chroniques syndicales (chaque samedi à 11 h 30) ont largement débattu des élections prud'homales qui vont avoir lieu le 11 décembre, tant sur la forme que sur le fond. La semaine dernière, le Monde libertaire a publié de larges extraits d'un article de Georges Yvetot paru dans l'Encyclopédie anarchiste (1934). Les Chroniques syndicales avaient reçu, entre autres, Michel Pecher pour son livre Le guide des prud'hommes. Dans l'émission du 23 novembre, animée par Hughes de Radio libertaire et dont nous avons transcrit les débats, étaient invités Catherine (CFDT), Jean (ex-CGT santé, aujourd'hui CNT-santé) et Étienne (CNT).

RADIO LIBERTAIRE: Les élections aux prud'hommes ont lieu le 11 décembre prochain. La vraie question c'est pour qui voter, je le disais au Forum libertaire dernièrement. Faut-il que les travailleurs votent pour leurs propres bourreaux? La formule est peut-être un peu abusive mais je pense qu'elle pose bien la question. En fait, est-ce que l'on peut élire ses propres juges?

Catherine: Bourreaux? Je ne me considère pas vraiment dans le rôle du bourreau, mais tu as raison de poser la question, même si elle est « un peu » provocatrice. Effectivement, je pense que quand on arrive aux prud'hommes, c'est que l'on a raté quelque chose dans l'entreprise. Est-ce qu'aujourd'hui on est en capacité de régler tout dans l'entreprise? Mais quand on a raté la mobilisation dans l'entreprise, les prud'hommes ce n'est déjà pas si mal pour que le salarié licencié (soit plus de 89 % des cas) ait au moins de quoi bouffer pendant quelque temps. C'est le minimum que l'on puisse faire, je ne vois pas les prud'hommes autrement que ça: la faillite du mouvement syndical dans l'entreprise.

Radio libertaire: Et un ultime recours pour l'individu...

Catherine: Pour l'individu oui! Sachant quand même qu'il y a des questions de principe aux prud'hommes, des applications de

convention collective. Avec Étienne, nous avons un dossier qui était tout à fait intéressant sur l'application d'une convention collective dans le nettoyage. Était-ce la convention « Manuféro » qui s'appliquait, convention beaucoup plus favorable qu'une autre. Le conseil des prud'hommes avait tranché en faveur de « Manuféro » par rapport à la nouvelle entreprise...

Étienne: J'entends bien ce que dit Catherine, mais je défends les travailleurs aux prud'hommes, j'utilise, nous utilisons, cette structure juridique comme toute autre qui aurait autorité pour régler les litiges nés autour du contrat de travail. Par contre, nous disons clairement qu'un travailleur n'a pas à juger un autre travailleur. On va nous répondre: il ne juge pas un autre travailleur, il juge une situation et, le plus souvent, il condamne l'employeur. Mais ce n'est pas aussi simple que ça, il faut savoir quand même que pour qu'un salarié perde devant le conseil des prud'hommes, il faut qu'un autre salarié ait voté avec les deux patrons conseillers prud'homaux. À l'inverse, quand un salarié gagne, il faut qu'un employeur ait voté avec les ouvriers...

Radio libertaire: Sinon, il faut le préciser, c'est le juge répartiteur qui tranche...

Étienne: Oui, c'est le juge professionnel qui tranche. Nous, on dit que même si toutes les situations présentées au conseil

des prud'hommes ne sont pas forcément défendables, nous n'avons pas, nous, en tant que salariés, à nous faire juges des demandes d'un autre salarié. Nous n'avons pas à entrer dans cette logique qui consiste à appliquer un droit fait pour les patrons, contre les travailleurs. Il est évident, que quand on a l'habitude des conseils des prud'hommes, on connaît les sensibilités des uns et des autres. Il est plus agréable de tomber devant une chambre que devant une autre. Et puis, il y a des conseils où les représentants salariés sont plus teigneux... Mais j'en ai vu qui dormaient pendant les audiences, c'est choquant! Mais, de toute façon, en terme de principe, un syndicaliste a-t-il le droit de juger les travailleurs? C'est la question que nous posons, et nous répondons par non, et nous irions défendre les salariés devant n'importe quelle juridiction qui aurait les compétences actuelles des prud'hommes. Mais actuellement, nous utilisons ce qui existe.

Radio libertaire: Merci Étienne. Et je demande à Jean qui a été conseiller prud'homale CGT pendant quelque temps, comment vois-tu les choses entre les avis de Catherine et d'Étienne?

Jean: Catherine disait qu'il y avait eu quelque chose de raté dans l'entreprise quand un salarié est obligé de recourir aux prud'hommes. Encore faut-il qu'il y ait

quelque chose dans l'entreprise! Les boîtes de moins de onze salariés n'ont pas le droit à des délégués! Donc, difficulté d'organiser quelque chose, le salarié sera seul dans son entreprise, comme seul devant les prud'hommes... Dans les entreprises où il y a une représentation syndicale, délégué syndical et délégué du personnel, que le salarié va devant les prud'hommes, là, il y a un problème. Le rapport de force n'a pas été établi en sa faveur. Là, on peut critiquer les organisations syndicales, mais aussi l'ensemble d'un personnel qui ne veut pas se battre sur un conflit...

Étienne: Ça renvoie effectivement aux pratiques syndicales, à leur capacité à intervenir, à être un élément de contrepoids dans l'entreprise...

Radio libertaire: Sur ce point, pourrait-on imaginer un mouvement syndicaliste radical qui renverserait le rapport de force et qui puisse, donc, se passer de cette juridiction d'exception, de cet ultime recours, que sont les prud'hommes...

Catherine: Je crains de mourir avant de voir ce rapport de force instauré. Il semble que les confédérations actuelles sont très timorées. Et nous ne sommes pas, hélas, dans une période de « matin du grand soir »...

Propos retranscrits par Jean-Pierre Germain

L'Unef n'a pas le sens du Gag

LES MILITANTS du Gag (Groupe anarchie dure contre la pensée molle) Bordeaux ont été à nouveau victimes de l'Unef. Une nouvelle fois l'agresseur n'est pas un militant de base mais un membre actif dans le syndicat. Nous le savons pour l'avoir lu dans la presse. Bref rappel: le 21 avril 2002 nous avons collé une affiche dénonçant le monopole de l'Unef à la fac et son affiliation, méconnue par beaucoup d'étudiants, au Parti socialiste. Nous avons eu affaire, ce jour-là, au responsable de l'Unef Bordeaux qui nous a interpellés de vive voix et nous a empêchés de coller en renversant le pot de colle. Quelques semaines plus tard, un autre militant actif, appelons-le H. a cherché à « communiquer ». Il nous a dit ceci, entre autres: « Ne jouez pas avec le feu », « Ça va être un truc grave si vous continuez », « N'allez pas dire qu'on ne vous a pas prévenus. » Bien sûr, les citations sont ici sorties du contexte, mais ce contexte est facile à imaginer. Nous avons voulu déposer une main courante prenant au sérieux ces menaces, mais les flics ont jugé qu'« on ne déposait pas une main courante pour ça » et que « si (nous nous faisons) casser la gueule, il était inutile de venir se plaindre ». Nous n'avons décidément rien d'autre que du négatif à attendre de cette société policière, mais c'est une autre histoire!

Ne voulant pas nous battre, nous nous sommes résignés à suspendre nos actions contre l'Unef. C'était une erreur.

Le 26 juin 2002, nous sommes partis coller des affiches anticléricales. H. a surgi et s'en est pris à l'un d'entre nous, il l'a empoigné violemment et l'a menacé de représailles à son encontre et à l'encontre du groupe, une nouvelle fois.

Le 21 novembre, lors de l'AG de la coordination des étudiants de Bordeaux en lutte contre la privatisation de l'enseignement, H. a répété ses menaces tandis qu'un autre militant Unef a dit à notre ami du Gag: « Tu ne devrais pas lui répondre, tu vas finir au fond d'un trou à pisser le sang ». Notre ami du Gag avait « osé » démentir les propos mensongers de H. qui se

plaignait d'avoir été agressé. Nous savons que l'hypocrisie et le mensonge sont une marque de fabrique de ce syndicat. Nous nous rendons compte que taire les menaces dont nous sommes victimes ne calme en rien les ardeurs primaires de certains militants, c'est pourquoi nous avons décidé de diffuser largement ces informations.

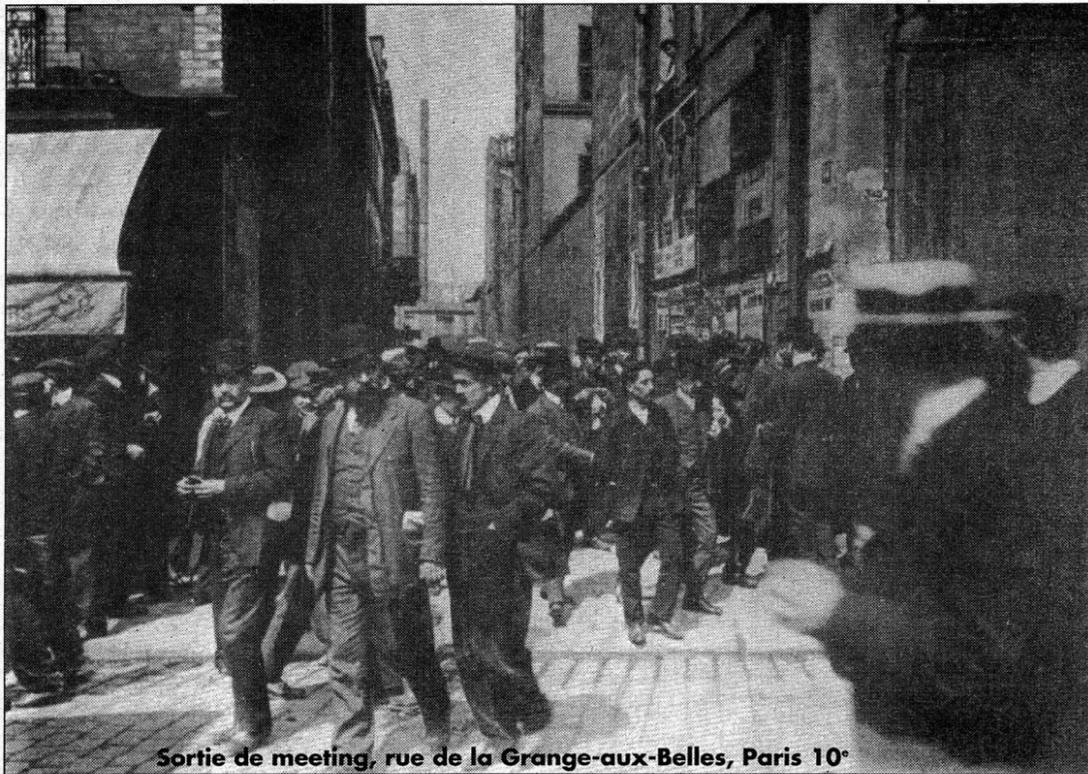
Au-delà d'une querelle de groupe, c'est une certaine idée de l'action politique qui est en question. Rappelons que le Gag est un groupe informel de seulement quatre personnes, l'Unef est le plus gros syndicat étudiant, avec 15 000 adhérent(e)s. Notre arme, c'est l'humour, la satire et nos motivations à créer, photocopier et coller nos affiches; arme qui nous a servi à exprimer notre crainte du monopole de l'Unef. Ces derniers ont des méthodes on ne peut plus radicales pour exprimer leur opposition à un groupe. Nous parlons de l'Unef et non de militants Unef car les agresseurs, une nouvelle fois, ne sont pas de simples militants de base, il s'agit de « responsables » et, pour le premier cas, d'un élu, d'une personne influente qui décide, avec d'autres de la direction politique de son syndicat. Ils font l'Unef et se présentent aux étudiants pour quêmander leurs voix. Par ce texte, nous voulons mettre en garde les étudiants et les enseignants et exprimer une nouvelle fois nos craintes sur les pratiques d'un syndicat censé représenter les étudiants.

Nous regrettons que l'Unef se décrète syndicat officiel des étudiants et nous souhaitons pouvoir le dire.

Nous regrettons amèrement que le « débat politique » se transforme ici en menaces physiques mais nous sommes déterminé(e)s à faire vivre le Gag.

Le Gag





Sortie de meeting, rue de la Grange-aux-Belles, Paris 10°

« C'est l'époque à laquelle, par enthousiasme pour la révolution russe, le syndicalisme révolutionnaire accomplit son propre suicide. La révolution d'Octobre nous avait plongés dans une telle joie que... nous oubliâmes ce que nous savions pourtant depuis toujours: que les bolcheviks n'auraient rien de plus pressé que de nous étouffer dès qu'ils auraient, avec notre aide, écrasé la bourgeoisie. »

Fritz Brupbacher (« Soixante ans d'hérésies », in *Socialisme et Liberté*)

AUJOURD'HUI, alors que plus de cinquante ans ont passé, il nous est difficile de comprendre la grande vague d'espoir qui accompagna la nouvelle de la victoire de la Révolution russe: après la faillite de la 1^{re} Internationale, l'écroulement du mouvement ouvrier devant la guerre et les compromissions du « social patriotisme », avec aussi les gigantesques massacres qui accompagnèrent la Grande guerre, le prolétariat et les révolutionnaires qui se réclamaient de lui, relevèrent la tête: là-bas, ils avaient réussi « leur assaut du ciel ». Il fallait les soutenir, contre vents et marées, soulevés par la peur des capitalistes mais aussi contre ceux qui doutaient, les éternels don Quichotte insatisfaits et impatients.

Ainsi, on put voir le mouvement syndicaliste révolutionnaire, héritier des fédéralistes de la 1^{re} Internationale et qui par cette tradition aurait pu analyser les événements et anticiper sur leur devenir, abandonner sa lucidité pour les ambiguïtés de l'enthousiasme. D'abord, en dehors d'un très petit cercle de militants très formés, souvent des intellectuels¹, le bolchevisme était à peu près inconnu².

En Europe occidentale, on ne connaissait que le marxisme de la II^e Internationale, parlementariste et réformiste. En outre, un certain nombre de notions admises par le syndicalisme révolutionnaire semblaient se retrouver dans le bolchevisme:

– Les minorités agissantes; « le syndicalisme révolutionnaire a toujours proclamé qu'une minorité dirigeante doit entraîner les masses. En 1921, Monatte pensait que le PC était peut-être capable d'être cette minorité dirigeante »³; seul le

retenait une réticence envers les hommes: « C'étaient de si drôles de cocos, tous ces politiciens. Leur chef de file, par exemple Cachin Marcel avait bel et bien été mêlé au versement de fonds consentis par le gouvernement français à Mussolini pour le lancement d'un journal interventionniste »³;

– L'ambiguïté de la notion de dictature du prolétariat⁴; qui exerce cette dictature? Le parti, les soviets? Quel est son contenu exact? Dictature politique, et donc policière, inquisitoriale, répressive, ou simplement coercition économique, découlant de l'expropriation;

– L'imprécision de la notion d'État déperissant; Monatte « avait fait sienne l'idée de l'État telle que Lénine la définit dans son livre *l'État et la Révolution* »⁵.

Ce n'est que plus tard, trop tard, entre 1920 et 1924 que les syndicalistes révolutionnaires apprirent ce qui se passait en Russie, ce qu'était le bolchevisme. Et c'est sur l'indépendance du syndicalisme que la collaboration entre eux et les bolcheviks achoppa.

Brupbacher, toujours lui, porte témoignage de l'intérêt des dirigeants bolcheviks pour les syndicalistes révolutionnaires. Lors de son entrevue avec Trotski en 1921, il exposa leur conception: ne pas se noyer dans le parti, être des alliés.

« Cette façon de voir rencontra chez Trotski l'opposition la plus violente. Il était tout à fait persuadé, déclara-t-il, que le syndicalisme révolutionnaire représentait l'élément le plus sain du mouvement français, mais que deux organisations menaient l'une à côté de l'autre une existence autonome, c'était tout à fait impossible⁶. L'IC

était toute disposée à accorder aux syndicalistes révolutionnaires, tant au comité central du parti qu'à la rédaction de *l'Humanité*, la majorité des sièges. » Brupbacher continue: « Pour ma part, j'étais fixé. Le vainqueur, non seulement des généraux blancs mais aussi des marins de Cronstadt, avait formulé une menace dont le ton montrait assez qu'on ne parlait pas, ici, de camarade à camarade, mais de chef à subordonné... »

Dans le mouvement français, la tactique de l'IC a consisté à opposer les deux courants du syndicalisme révolutionnaire, l'un mené par Monatte et ses camarades, l'autre animé par Pierre Besnard. Leur ligne de clivage était l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, annexe syndicale de l'IC. Cette tactique a réussi alors que dans les comités syndicalistes révolutionnaires et plus tard dans la CGT-U., les syndicalistes révolutionnaires étaient majoritaires, leur opposition sur des positions de circonstances leur fit oublier ce qui fondamentalement les liait: l'indépendance du mouvement syndical. Au congrès de Saint-Etienne (25 juin-1^{er} juillet 1922), la rupture est consommée: communistes et syndicalistes révolutionnaires de la tendance Monatte votent la résolution Monmousseau (743 mandats), la résolution Besnard est repoussée (406 mandats).

En 1925, Monatte fonda *la Révolution prolétarienne* avec quelques militants de la tendance *Vie ouvrière*⁹. Cette revue, dont la parution dure encore, eut une grande importance dans le mouvement de cette époque, surtout par sa propagande en faveur de l'unité syndicale. En outre, ses militants (Chambelland, comptable dans le textile, Martinet, instituteur, Finidori, fonctionnaire, ami de Bourguiba, proche des militants nord-africains qui fondèrent L'Étoile nord-africaine, Charbit, secrétaire du syndicat des typos unitaires, Robert Louzon, Hagnauer, etc.) furent parmi les plus ardents défenseurs de l'indépendance du syndicalisme face à l'ingérence des partis politiques.

En 1929, au congrès de la CGT-U., à une motion présentée

Les répercussions de la révolution russe sur le syndicalisme révolutionnaire français

organique»: « Le congrès estime que l'action commune peut se réaliser sans que se justifie la création de liens organiques... »

En opposition, la résolution Besnard affirmait que « le syndicalisme doit vivre et se développer dans l'indépendance absolue, qu'il doit jouir de l'autonomie complète qui convient à son caractère de principale force révolutionnaire ». En déclarant que « le syndicat est l'organe complet de production, de gestion, d'administration et de défense d'une société reposant exclusivement sur le travailleur, de la base au faite de son édifice », la résolution Besnard traduisait la formule: « Tout le pouvoir au syndicat »⁷.

Le 11 janvier 1924, deux syndicalistes sont tués par les communistes lors d'un meeting à la maison des syndicats; la tendance Besnard se retire et constitue une Union fédérative autonome, qui se transformera à partir de 1926 en Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR).

La même année, Monatte est exclu du PC⁸; ses amis restent à la CGT-U où ils mènent un combat d'arrière-garde.

En 1925, Monatte fonda *la Révolution prolétarienne* avec quelques militants de la tendance *Vie ouvrière*⁹. Cette revue, dont la parution dure encore, eut une grande importance dans le mouvement de cette époque, surtout par sa propagande en faveur de l'unité syndicale. En outre, ses militants (Chambelland, comptable dans le textile, Martinet, instituteur, Finidori, fonctionnaire, ami de Bourguiba, proche des militants nord-africains qui fondèrent L'Étoile nord-africaine, Charbit, secrétaire du syndicat des typos unitaires, Robert Louzon, Hagnauer, etc.) furent parmi les plus ardents défenseurs de l'indépendance du syndicalisme face à l'ingérence des partis politiques.

En 1929, au congrès de la CGT-U., à une motion présentée

par les communistes: « Le congrès précise, enfin, sa détermination de travailler sur tous les terrains en accord étroit avec le PC, seul parti du prolétariat et de lutte des classes révolutionnaire, qui au travers de toutes les batailles de la période écoulée, a conquis sa place de seule avant-garde prolétarienne dirigeante du mouvement ouvrier », ils réussissent à adjoindre: « La proclamation de ce rôle dirigeant et sa reconnaissance ne sauraient être interprétées comme la subordination du mouvement syndical ».

Autrement dit, le syndicat reconnaît le rôle dirigeant du parti, mais ne lui est pas subordonné!

Extrait de *l'Anarcho-syndicalisme, supplément à Solidarité ouvrière* n° 58 (1976)

1. Cf. « Défense de Lénine », in *Réflexions sur la violence* de G. Sorel (1906).

2. Un de nos camarades, insoumis en 1914 et réfugié en Espagne, Gaston Leval, nous dit qu'à la nouvelle de la révolution russe, les anarchosyndicalistes catalans crurent dans un premier temps que les bolcheviks se rattachaient à la tradition révolutionnaire libertaire, ils ne connaissaient en effet que le marxisme réformiste.

3. Brupbacher, *Soixante ans d'hérésies*.
4. Cette confusion n'est que le reflet des propres contradictions de la doctrine de Marx et d'Engels où trois définitions de la dictature du prolétariat cohabitent, une parlementaire démocratique (*Catéchisme communiste*, d'Engels), une jacobine, plus ou moins héritée de Babeuf et de Blanqui (*18 brumaire de L.N. Bonaparte*) et une troisième non dictatorial et libertaire (*La Guerre civile en France*). Voir M. Collinet, *la Tragédie du marxisme*, Calmann Lévy éd.

5. Brupbacher, *ibid*.
6. C'est nous qui soulignons; les deux organisations, parti et confédération syndicale, ne pouvaient donc mener une existence autonome.

7. E. Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome II, page 351, A. Collin éd.
8. Monatte, membre du Syndicat des correcteurs de Paris, n'a jamais appartenu à la CGT-U.

9. Monatte, fondateur de *la Vie ouvrière*, transmit sa direction à Monmousseau lorsque fut fondée la CGT-U parce que son syndicat restait à la CGT. A cette époque, il dut choisir entre Rosmer et Monmousseau; ce dernier était encore syndicaliste révolutionnaire, et adversaire de la liaison organique, alors que Rosmer, lui en était partisan. Ironie de l'histoire, Monmousseau devint bolchevik, et *la VO* le journal de la tendance communiste!

CA Y EST ! À peine les vendanges terminées, l'équipe de la revue *Réfractio* nous livre son dernier cru automne-hiver 2002, mais il ne peut en aucun cas être assimilé au mauvais picrate de novembre trop largement distribué, hélas.

Ce numéro dédié à l'économie nous offre de bien riches contributions (rares dans nos milieux libertaires). Bien évidemment, les articles ne s'attachent pas seulement à critiquer l'économie érigée en seul postulat de fonctionnement de notre monde selon des critères « occidentalo-centriques ».

Si l'économie doit être la science qui permet d'étudier et de mettre à disposition les moyens de subsistance dans les meilleures conditions, pour les anarchistes cela s'entend selon les principes d'égalité, d'entraide et de solidarité.

Aussi les idées exprimées vont dans le sens d'un dépassement du « tout-économique » que nous subissons et recherchent les critères d'organisation pouvant le mieux correspondre à notre philosophie. L'ouvrage nous propose donc des réflexions suivant différentes pistes.

La Réfraction nouvelle est arrivée

Dans un premier temps, Ronald Creagh se livre à une étude du déploiement de l'économie en tant que dogme. Dénonçant la démarche scientifique des économistes qui en fonction de leurs intérêts (mais pas seulement) limitent leur perception du monde au capitalisme et « font de leur discipline une sorte d'ethnographie de boutiquiers [...] en se privant d'une approche anthropologique ou scientifique ».

Serge Latouche se prononce pour une réappropriation du marché pour ne plus le subir et pour pouvoir refonder les liens sociaux sur d'autres bases. Il s'appuie entre autres de façon fort intéressante sur l'observation des anciennes agora et des marchés africains contemporains. Alain Marchand réfute l'idée d'alternative basée sur la nouvelle « économie solidaire » – fourre-tout idéologique du néo-capitalisme loin d'être inoffensif ; « développement durable » ; « démocratisation de l'éco-

nomie sur la base d'engagements citoyens » ; « nouveaux emplois de proximité » – qui n'a de solidaire que l'adjectif.

Enfin, Claude Llena observe attentivement les secteurs dits informels de l'activité économique. C'est-à-dire, des pans entiers de la population marginalisés

par la globalisation et ainsi poussés vers « l'économie populaire » pour assurer ses besoins vitaux.

Le trait commun de ces articles est la condamnation de toutes alternatives qui perpétuent des liens avec le capitalisme. Ensuite est exposé l'expérience créatrice des bourses du travail par Georges Matéos. Puis, tour à tour, Bernard Gilet et Jean-Louis Do traitent des SEL, en mettant en avant leurs capacités réellement alternatives. Puis, un *Manifeste anonyme* prônant la révolution écologique contre le catastrophisme industriel qui ne manque pas non plus d'intérêt. Enfin, parmi les « must » ; Ruben Prieto, en tant qu'ancien protagoniste de la Comunidad del Sur en Uruguay, témoigne de cette expérience libertaire de quarante-cinq ans ; Céline Geffroy Komadina produit une analyse de la communauté de Huancarani (Bolivie) construite sur l'auto-organisation. En clôture de cette deuxième partie, Lucien Maure-

pas expose les pratiques économiques informelles en Haïti, mettant en avant les liens sociaux qu'elle développe mais également leurs dérives possibles. Bien que certains articles (pas tous !) soient rédigés avec un niveau de langue élitiste, qui peut hélas les rendre difficiles d'accès, ils sont tous de très grand intérêt.

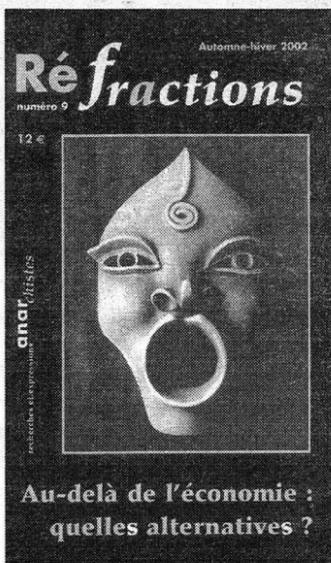
Au risque de me répéter, la deuxième partie l'emporte chez moi en terme de matériel expérimental pour la réflexion.

Il serait injuste de faire l'impasse sur les textes de Jean-Jacques Gandini qui rappelle que le seul progrès acceptable est l'autonomisation des individus et leur capacité à prendre leur destin en main. Ronald Creagh, encore, traite du problème israélo-palestinien sous l'angle ethnique.

Bref, si on ajoute la partie culturelle : poésie et parutions, ce numéro de *Réfractio* s'inscrit dans la ligne des grandes cuvées qu'on peut goûter sans attendre et sans risque d'abrutissement.

JMarc
groupe de La Villette

Réfractio, n° 9, 12 euros
Disponible à Publico



Ni patrie ni frontières

C'EST le nom d'un « bulletin de traductions et de débats » qui, dicit Yves Coleman, son promoteur, « est une entreprise qui repose sur une sorte "d'éclectisme" ou "d'œcuménisme offensif" ». Ce premier numéro consacre un long et passionnant dossier à la Révolution russe, ou plus précisément au débat entre libertaires et trotskistes sur cette question.

Emma Goldman ouvre le feu : quatre textes inédits en français, ou supposés tels, qui, de 1918 à 1938 égrainent le chapelet de la révolution, de l'enthousiasme à l'amère déception, et à la dénonciation vigoureuse d'un Trotsky qui « proteste beaucoup trop » (lesquelles protestations vous sont offertes en prime). Suivent deux autres contributions au débat, plus récentes celles-ci. Le texte de Chris Harman ne vous apprendra rien d'autre que l'orthodoxie trotskiste. Celui de Mike Martin est une démolition méthodique et implacable du précédent.

On l'aura compris, les positions anti-autoritaires sortent de la confrontation à leur avantage. Et pourtant, les préoccupations de l'initiateur de *Ni patrie ni frontières* semblent plus tournées vers des questions internes à l'extrême gauche. En témoignent les articles « Les médias "de gauche" et Lutte ouvrière », « comment LO se piège elle-même », « À ceux qui désirent former un "nouveau parti anticapitaliste" » et quelques autres.

Nous n'avons donc pas entre les mains une revue anarchiste – ce qu'elle ne prétend d'ailleurs pas être. En revanche, un souci réel de l'émancipation humaine, autant que de la rigueur théorique¹, transparaît des différentes contributions. Gageons que Yves Coleman, qui signe la plus grande partie des articles d'actualité, saura faire les quelques pas qui manquent et comptera un jour, qui sait, parmi les nôtres.

Max Lhourson

1. Sur la question électorale, par exemple, Coleman se montre extrêmement critique vis-à-vis de l'extrême gauche. Ainsi termine-t-il un papier, daté du 28 mai 2002, par ces mots : « En défendant un programme maximaliste (l'abolition de l'État, de toute police, de toute armée), les anarchistes sont loin de résoudre tous les problèmes, [...] mais au moins ils rappellent certains principes élémentaires aux révolutionnaires qui, sur le terrain électoral, mettent leur programme dans leur poche. » En bon dialecticien, il devrait se demander à quels intérêts de classe cette disparition récurrente du programme correspond. Il ne le fait pas. Pas encore...

Ni patrie ni frontières, n° 1, septembre 2002, 150 p., 7,50 euros. Un tiré à part des quatre textes d'Emma Goldman a été réalisé, qui coûte 4 euros.

DISPONIBLE À PUBLICO



Emma Goldman

La Bonne Chanson

EMMANUEL DEPOIX chante Léo Ferré accompagné de trois musiciens (dont un piano du pauvre), dans un petit théâtre de poche, comme nous les aimons bien, situé dans une cave de Saint-Germain. Un endroit qui se prête pour écouter des chansons « ferrériques », interprétées par un autre, sur un autre mode, mais avec la même passion et une anarchie similaire.

L'alchimie du spectacle passe par des textes de Rimbaud à d'autres plus intimes de l'auteur de *Graine d'ananas*. Un spectacle vivifiant, à consommer avec un verre de vin dans une ambiance conviviale et vivifiante, par ces temps sécuritaires !

Théâtre de Nesle, les jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, jusqu'au 28 décembre. Tél. : 01 46 34 61 04

La police tue... et coûte cher
Rien de plus onéreux que de se plaindre de violences policières. L'amende de Kader B. (page 16)

La vraie histoire des États-Unis
L'anti-américanisme n'est rien d'autre que le refus de la gestion du monde par le capitalisme. (pages 8-9)

Dossier : L'Europe forteresse
Le verrouillage de Schengen • Le droit d'asile raboté • Les étrangers dans le discours politique français (pages 10-14)



CONTRAT D'INTÉGRATION : LA LAISSE OU LE BÂTON

Nouveau format, nouvelle maquette, formule plus ambitieuse, équipe élargie...

Le Rire fait peau neuve.

Le Rire n° 47 vient de sortir au prix de 2,50 euros.

Disponible dans toutes les bonnes librairies, notamment à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.





En vrac



UN PETIT GRAPHZINE dont le quatrième opus inaugure un étrange mais réjouissant concept : instaurer une sorte de dialogue graphique entre les pages extraites d'une encyclopédie médicale et les créations visuelles de 26 dessinateurs underground. À chaque page de texte, énumérant pathologies, troubles et autres malformations, répond un illustrateur dont le pseudo se trouve astucieusement planqué - et déformé lui-même - dans l'une des définitions médicales données en regard de son dessin (est-ce bien clair, tout ça?). Bref, de A à Z se succèdent des planches souvent d'une grande maîtrise graphique, images de corps mis en scène, de membres coupés, de chairs à vif... Interprétations plus ou moins symboliques de l'humain où le sordide, le morbide même, n'exclut pas, parfois, un peu de poésie visuelle. La couverture en couleurs de ce recueil soulève un peu le cœur, du reste le graphzine affiche un titre qui aura le mérite de prévenir tout le monde.

**L'Horreur est humaine,
8 euros port compris chez Sylvain Gerand,
26 rue du Tapis Vert, 79 500 Melle,
e-mail : horreurhumaine@hotmail.com**

NE RAFFOLANT pas du surfing sur internet, je reconnais tout de même avoir passé un bon moment sur www.jasonr.fr.fm, site réalisé par l'ami Jason R., comme son nom l'indique. La page d'accueil est sobre, sympa, très claire pour celles et ceux qui, comme moi, n'ont pas l'esprit très « télématique ». Par le menu, on peut accéder à une VPC (proposant le matos habituel du circuit punk alternatif : disques, fanzines, badges, etc.), des chroniques (exclusivement musicales), un agenda concerts, un impressionnant annuaire de contacts divers... le tout régulièrement mis à jour. Et, cerise sur le gâteau, une section photos où l'on peut voir Jason en (presque) vrai, dans les environnements et les postures les plus variés...

DES TEXTES de réflexion, des interviews de groupes, des chroniques de disques et de fanzines, voilà ce que propose le modeste mais percutant zine Futur Noir, dans un esprit résolument anarchopunk. Quand je dis « modeste », c'est une façon de parler, hein, vu que l'ami Greg souhaite ni plus ni moins contribuer à faire du punk une menace contre le système capitaliste. Un projet somme toute ambitieux, auquel on adhère complètement ! Un premier numéro de Futur Noir est sorti (2 euros port compris), et si le deuxième n'est pas déjà en route, faut encourager Greg ! A noter que derrière le fanzine se cache un label, Ravachol Tape, dont la première production est une split cassette Bérurier Noir/Haine Brigade (ça nous rajeunit pas), avec quelques morceaux démos et inédits, en soutien à l'Anarchist Black Cross. Si c'est pas subversif, tout ça...

**Futur Noir,
c/o Greg Marciniak,
37 rue de l'Ecluse,
appt. 26,
2000 Neuchâtel, Suisse.**



LE DIMANCHE 30 JANVIER 1972 l'armée britannique a ouvert le feu sur la foule irlandaise qui manifestait pour l'égalité des droits civiques entre catholiques et protestants. Bilan : 13 morts.

C'est bien le début d'une guerre civile qu'aura provoqué cet événement. Jusqu'à présent ce conflit armé que l'imagerie mili-

quand ils sont civils. C'est ainsi que délibérément, en toute connaissance de cause les ordres donnés furent clairs. Ne faites pas dans la dentelle. Le genre de consignes dont raffolent les militaires. Après tout, ils ne sont pas là pour ça.

Voilà donc le sujet du film de Paul Greengrass. L'intérêt militant y est indéniable. C'est le premier film sur ce sujet précis. Mais

avant tout, il a été tourné par des acteurs non professionnels, la plupart issus de Derry, certains même étaient de la famille des émeutiers ou avaient participé aux événements près de trente années plus tôt. Même certains anciens membres de forces de l'ordre britanniques ont apporté leur concours pour le tournage.

Bloody Sunday!

tante a trop souvent tendance à montrer comme un conflit entre catholiques et protestants, a fait trois mille morts.

L'histoire de ce Bloody Sunday est connue. Une marche pacifiste encadrée par le député local Ivan Cooper va dégénérer en émeute. La population du Bogside (un des quartiers catholiques de Derry) lassée des vexations, des humiliations, de la misère va ce jour-là laisser éclater sa fureur. Comme dans bien des cas semblables c'est la jeunesse qui sera en première ligne. Cailloux, pavés, palissades, la rengaine des journées d'émeutes, service d'ordre débordé, peut-être aussi un peu de romantisme de la violence tandis que l'IRA commence à se reconstituer : tous les ingrédients y sont. C'est clair, les hooligans sont venus pour se battre. C'est du moins les certitudes de l'armée britannique. Et quand une armée a des certitudes, quelque soit sa nationalité, c'est jamais du bonheur pour ceux qui sont en face. Surtout

C'est caméra sur l'épaule que Paul Greengrass entame son récit. Ce film sera tourné comme un documentaire. Alternance de plans sur la préparation de la marche du côté population civile, organisation du service d'ordre, tensions et de l'autre côté la froideur mécanique de la soldatesque kaki. Le mouvement pour les droits civiques sera mort ce jour là. Le grand vainqueur en sera l'IRA qui va profiter de la répression. On peut difficilement lui reprocher. C'est la thèse que défend avec talent ce cinéaste qui ne contente pas de montrer le côté manichéen de l'affrontement. La férocité de la répression, cette monumentale connerie de l'autorité coloniale, appelons les choses par leur nom, n'a pu qu'engendrer la constitution de cette armée provisoire qui laissera par la suite des traces indélébiles dans le mouvement irlandais.

Jipé

Chroniques ordinaires du colonialisme français

« **L**A TRAITE des Jaunes en Océanie », « la révolte de Madagascar en 1929 », « l'insurrection algérienne de 1871 » et « l'indigénat ». Ces quatre études ont été publiées dans la revue syndicaliste-révolutionnaire *la Révolution prolétarienne* entre 1926 et 1928. Elles décortiquent avec humour et férocité les horreurs du colonialisme assumées aussi bien par des gouvernements de gauche que de droite. Les droits de l'homme n'existent plus dès lors qu'il s'agit d'extraire de la plus-value du travail des indigènes ; travail forcé, confiscation des terres, exécutions sommaires, massacres se succèdent alors pour que se développent la France éternelle et surtout ses capitalistes. L'auteur : J. Péra (1896-1973), médecin des Messageries maritimes, puis à la Compagnie transatlantique. Ses voyages lui donnent l'occasion de côtoyer de très près l'horreur coloniale. Syndicaliste révolutionnaire et membre éphémère du Parti communiste, qu'il quitte en 1924 en même temps que Monatte et Rosmer, il collabore ensuite régulièrement à *la Révolution prolétarienne* jusqu'à sa mort.

« *Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée, de la civilisation française... Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie [...]. Les denrées coloniales sont nécessaires à l'économie du monde.* »

C'est ainsi que s'exprimait Léon Blum à la Chambre des députés, en 1925, en pleine guerre du Rif.

Il reprenait ainsi le flambeau de la traditionnelle position républicaine à propos du colonialisme. C'est Jules Ferry qui avait évoqué le « devoir civilisateur de la France »... Et ce dernier, dans un élan de franchise au milieu d'un verbiage humaniste, ajoutait, comme Blum, une touche de réalisme : « La question coloniale, c'est la question des débouchés. »

Bref, ils réclamaient ce que Jaurès résumait très bien : « Une colonisation plus cohérente, plus prudente, plus humaine. »

Quant au Parti communiste, s'il dénonçait plus vigoureusement la politique colo-

niale de la France, il ne s'engageait que rarement au-delà de quelques déclarations et de quelques votes de ses parlementaires. La mobilisation anticolonialiste ne devait en aucune manière gêner la politique internationale de l'URSS. Ce qui l'entraînait à considérer, comme les socialistes, que la France ne devait pas quitter ses colonies, sous peine de les voir tomber sous la domination d'un autre impérialisme.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de l'extrême faiblesse, pour ne pas dire de l'absence, d'une opposition vigoureuse, argumentée, dénuée de considérations tactiques, au colonialisme pendant un siècle et plus. Et ce fait n'est certainement pas étranger à l'affaiblissement progressif de l'internationalisme au sein du mouvement ouvrier... et, en définitive, du mouvement ouvrier lui-même.

Cette opposition vigoureuse, reliant clairement le colonialisme au capitalisme, ne s'appuyant pas sur le mythe du progrès (ou, du moins, en en ayant une lecture critique) et sur le credo qu'il existerait des civilisations plus « avancées » que d'autres, fut le plus souvent le fait d'individus, rarement

de structures collectives ou de revues. *La Révolution prolétarienne*, dès 1925, fut, sans nul doute, l'une des toutes premières, et ce n'est pas là son moindre mérite.

Lutter contre le refoulement de l'Histoire et de l'analyse critique permet, sur la question coloniale comme sur bien d'autres, de mieux comprendre les conflits présents, très souvent issus de l'ère de l'impérialisme de la seconde moitié du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle. Et, surtout, de nous ouvrir les yeux sur une réalité capitale : le colonialisme a changé de figure, mais il est bel et bien omniprésent sur toute la planète, même s'il se pare d'une panoplie d'appellations modernistes et droits-de-l'homme destinées à en cacher la vraie nature.

J.-P. Duteuil

J. Péra, Chroniques ordinaires du colonialisme français, éditions Acratie, L'Es-sart, 86310 La Bussière, 130 p., 15 euros (12 euros, port compris, pour les commandes directes aux éditions Acratie).

DISPONIBLE À PUBLICO

Non à la criminalisation des précaires Non au retour de l'ordre moral

Au lendemain du 21 avril, le message de Chirac aux Françaises et aux Français a été clair en choisissant Raffarin : la sécurité du pays passe par un État policier.

Le projet de loi Sarkozy sur la sécurité intérieure est édifiant, on cache ce qui dérange : la pauvreté. Le budget alloué au ministère de l'Intérieur explose, l'arsenal juridique mis en place pour lutter contre l'insécurité va au-delà des propositions de Le Pen !

La loi « sécurité quotidienne », votée durant le gouvernement Jospin, sous le prétexte d'agir plus efficacement contre le terrorisme (*sic*) était prévue jusqu'au 31 décembre 2003. Sarkozy propose de la prolonger jusqu'au 31 décembre 2005. Toutes les dispositions sont prises pour renforcer la sécurité des personnes et des biens. Mais pas « toutes » les personnes.

L'article 18 criminalise les personnes prostituées en ne faisant plus de distinction entre le racolage passif et le racolage actif, ce qui revient à interdire la prostitution, laquelle est libre en France, et remet en question la position abolitionniste au regard de la Convention de l'Onu du 2 décembre 1949 « Pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui », ratifiée en juillet 1960. Cet article met en cause « la tenue vestimen-

taire et l'attitude des personnes sur la voie publique ». Ces termes imprécis et subjectifs laissent à la discrétion des forces de sécurité intérieure toute latitude pour appréhender toute personne qui contreviendrait à l'ordre moral...

L'article 19 criminalise les nomades, les gens du voyage, les squatters, etc., et d'autres pérennisent la loi sécurité quotidienne.

Toutes et tous les précaires sont ciblé(e)s par ce projet de loi.

Au lieu de prendre des mesures qui permettent l'accès aux besoins minimum des personnes précaires, l'objectif de ce gouvernement est de les criminaliser, justifiant ainsi la construction de nouvelles prisons.

La peur engendre la violence, la violence amène la répression !

Refusons les lois liberticides de Sarkozy et le retour de l'ordre moral.

Construisons ensemble une société basée sur la liberté, l'égalité et la justice sociale.

**Rassemblement festif
samedi 7 décembre à 15 heures
place de la République
en tenues vestimentaires
anti-ordre moral et sans craindre
des attitudes racoleuses !**

Fédération anarchiste

Le cri de la Mouette enragée

NOUS manquons de nourriture et de vêtements (pour hommes) : pantalons T38 à 46, pulls, T-shirts, slips, chaussettes, K-way, blousons, manteaux, chaussures, bonnets, cache-nez, gants, serviettes de bain et gants de toilette, couvertures.

Nous vous remercions de déposer vos dons près du fourgon de l'association « la Belle étoile » situé sur le parking de la mairie de Calais tous les jours de 14 à 18 heures. Au hall provisoire de l'église Notre-Dame, 3, rue de Croy, à Calais nord (près de la poste) tous les jours de 18 à 20 heures.

Vous pouvez également soutenir l'action du collectif par un apport financier (chèques libellés à l'ordre de l'association la Belle étoile). Si vous souhaitez rejoindre le collectif CSUR, appelez au 0670221567. La chasse aux réfugiés est ouverte : combattons-la ; contre l'extension du CRA de Coquelles, du CRA de Douvres et tous les CRA ; contre la répression des réfugiés dans le pays calaisien, le flicage généralisé et toutes formes de répression des luttes sociales ; pour la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation. Nous relayons l'appel à la régularisation de tous les sans-papiers en Europe

La nouvelle politique migratoire de quotas « ethniques » ou professionnels proposée à l'échelle européenne sert les intérêts des entreprises nationales et multinationales. La main-d'œuvre étrangère est sélectionnée en fonction de son domaine d'activité et son niveau de qualification. Les États ne font qu'appliquer les

diktats de la mondialisation libérale. Le travailleur étranger se double d'un consommateur de produits occidentaux. Les profits resteront toujours au capital.

La région de Calais est symptomatique de cette situation. Elle se veut « pôle transfrontalier européen » entre France, Angleterre et Belgique, tunnel, ferries et autoroutes. Les réfugiés, déboutés du droit d'asile, sans-papiers ou travailleurs migrant vers l'Angleterre sont pourchassés. Les agissements des policiers dépassent non seulement la stricte légalité du traitement des migrations mais préfigurent l'instauration d'un État policier généralisé. Les lois anti-immigrés existantes, pourtant iniques, laissent place à l'arbitraire total.

Du CRA de Coquelles, on aperçoit la zone d'embarquement du tunnel sous la Manche qui amène les étrangers autorisés parce que consommateurs. Les devises britanniques continuent d'affluer dans les centres commerciaux proches. La précarisation se développe. Pendant les rafles, la vente continue.

La Croix-Rouge, gestionnaire du Centre d'hébergement de Sangatte n'a fait que maintenir les réfugiés hors du centre ville, dans une situation de misère et hors la loi. La fermeture du centre ne fait qu'accentuer et rendre visible leur véritable situation.

Nous ne voulons pas nous ériger en porte parole des réfugiés. Notre terrain est celui de la lutte contre la répression et l'exploitation. La chasse aux réfugiés est ouverte. Le CRA de Coquelles, agrandi et opérationnel au printemps tournera à plein. Il est encore temps de s'y opposer.

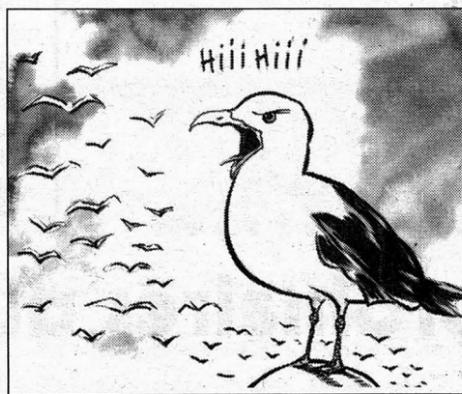
C'est parti pour un second programme nucléaire

LE RÉSEAU Sortir du nucléaire, fédération de 650 associations, révèle que le site de Penly (Seine-Maritime) a été choisi par EDF pour accueillir le nouveau réacteur nucléaire EPR, tête de pont d'un second programme de centrales nucléaires. Cette information figure sur un rapport confidentiel d'EDF, signé de son président, François Roussey. Tout est actuellement mis en œuvre sur ce site de Haute-Normandie pour démarrer au plus vite la construction de ce réacteur prototype. Contrairement à ses déclarations officielles, le gouvernement a déjà pris sa décision.

Cette information est d'ailleurs consultable sur le site Internet du journal local *les Informations dieppoises* : <http://www.infos-dieppoises.fr/Archives2002/3eReacteurPenly.htm>

Le pseudo-débat sur l'énergie annoncé par le gouvernement pour le premier semestre 2003, destiné à donner l'illusion d'une concertation sur le nucléaire, n'aura donc plus besoin d'avoir lieu. Absolument rien n'a donc changé depuis le lancement du premier programme nucléaire dans les années 70. Le lobby nucléaire continue à piétiner les principes démocratiques élémentaires. La population aujourd'hui largement opposée au nucléaire (61 % des Français voudraient pouvoir se passer du nucléaire, *le Monde* du 12 novembre 2002) est encore et toujours placée devant le fait accompli. Pour le réseau Sortir du nucléaire, tout se résume à de beaux discours destinés à endormir le peuple alors que le dossier de la construction d'un nouveau réacteur nucléaire est déjà bouclé.

C'est un véritable scandale d'hypothéquer ainsi notre avenir énergétique et environnemental pour les cinquante prochaines années.



Nous appelons donc à :
- un week-end de mobilisation contre les CRA et la répression ;
- une conférence-débat à Calais ;
- une manifestation européenne à Calais le 25 janvier 2003.

Transmis par La Mouette enragée
BP 403, 62206 Boulogne-sur-Mer cedex

Chères lectrices, chers lecteurs

Le Monde libertaire va bientôt changer de forme, nouveau format, nouvelle maquette, nouveau logo... tout en gardant son rythme hebdomadaire, et son prix ! Nous vous réservons la surprise mais, un conseil, guettez le numéro hors-série qui paraîtra le 19 décembre prochain...

Étudié depuis 1989 et pourtant présenté par EDF comme un « réacteur du futur », l'EPR est un réacteur du passé comportant des risques d'accidents majeurs non négligeables, et il est particulièrement vulnérable aux attentats. Aucun des problèmes liés aux déchets radioactifs n'est résolu ; paradoxalement, ils sont même aggravés dans ce type de centrale par un taux de combustion plus important du combustible nucléaire.

Pour parvenir à réaliser la construction du réacteur EPR, le pouvoir français et le lobby nucléaire devront faire face à la révolte légitime des citoyennes et citoyens courageux qui s'opposeront à ce projet fou et antidémocratique.

Le réseau Sortir du nucléaire appelle dès à présent à une résistance citoyenne au niveau national et européen.

Contacts presse :
Philippe Brousse : 06 68 86 89 21
Stéphane Lhomme : 06 64 10 03 33
Pascal Braud : 06 80 12 77 20

[rezo-actu] liste de diffusion
consacrée exclusivement
à l'information sur le nucléaire
et ses alternatives

Un service internet du réseau Sortir du nucléaire avec Netaccs.com.

Semaine d'ateliers, démos, rencontres, débats, autour des réseaux, de la communication, du logiciel libre et de la résistance électronique.

Lundi 9 décembre - 18h30 - 21 h : Internet alternatif pour les nuls, Palladium et TCPA aux Vignoles ; la crypto pour Macintosh, cyberfeminist open mic au CICP - 22 h : Concert à l'EOF, 15, rue Saint-Fiacre, Paris 2^e.

Mardi 10 décembre - 18h30 - 21 heures : SPIP, système de publication sur Internet, logiciels libres pour l'éducation, Abuledu au CICP ; fichiers STIC et judex aux Vignoles.

Mercredi 11 décembre - 10 - 18 h : logiciels libres pour l'éducation, réseau Abuledu au CICP - 14 - 16 h : vidéosurveillance au CICP - 14 - 18 h : Gender changer academy, les mains dans les machines aux Vignoles. - 18h30 - 21 h : les femmes font tourner les machines en ex-Yougoslavie et en Belgique, logiciels libres de bureautique aux Vignoles : AlternC, outil pour hébergeurs au CICP.

Judi 12 décembre - 18h30 - 21 h : Wifi, les réseaux sans fil, gestion de mailing lists, les hackers, la justice et les médias au CICP ; Gender changer Academy, GNU Linux pour les filles, libre entreprise, réseau d'entreprises autour du libre aux Vignoles.

Vendredi 13 décembre - 18h30 - 21 h : les dangers de l'extension de la propriété intellectuelle, Firewall et réseau local associatif au CICP ; print, plug n'politix, informatique et politique radicales, Mad Europe aux Vignoles.

Samedi 14 décembre - 10 - 12h30 : communication alternative aux Vignoles ; crypto sous Windows et sous GNU Linux au CICP - 14 - 16 h : Glasnost aux Vignoles ; systèmes de fichiers cryptés sous GNU Linux au CICP - 14 - 18 h : suspects sous surveillance au CICP - 16 - 18 h : cyberfeminism et révolution, rencontre avec Cornelia Sollfrank aux Vignoles. - 18h30 - 21 h : moment festif au CICP - 22 h : after surprise.

Dimanche 15 décembre - 14 - 16 h : l'éthique du logiciel libre au CICP - 14 - 18 h : sécurité réseaux, synsmurf, tunnelling, etc., atelier Wifi, les réseaux sans fil au CICP.

CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Métro Rue des Boulets ou Nation.

Confédération nationale du travail, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Métro Avron ou Buzenval.

La zelig.rc2 est organisée par : Bugbrother, CNT-SII, Fédération informatique et libertés, Globenet, LSJolie, Madchat Repository, nettime-fr, pRiNT, Ras l'Front, samizdat.net, les Virtualistes, et des individu(e)s, monstres, mutant(e)s et cyborg...

Avec le soutien de : April, l'Autre Net, Fédération anarchiste, Ouvaton, Observatoire du droit des usagers, PI@cenet.